



**INCIPALS**

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



## RAPPORT DE MONITORING

### PROPOS ILLEGITIMES, STEREOTYPES SEXISTES ET COUVERTURE DES FOYERS DE TENSION

Période d'analyse : 3 au 31 août 2015

ICSP/2015/356-247

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne

# SOMMAIRE

Introduction.....	3
I. PROPOS ILLEGITIMES ET STEREOTYPES SEXISTES .....	5
<b><i>I.1. La nature des propos illégitimes constatés .....</i></b>	<b>5</b>
<b><i>I.2. Les propos illégitimes dans les différents médias .....</i></b>	<b>9</b>
<b><i>I.3. Les propos illégitimes dans les différents types d'émissions et d'articles .....</i></b>	<b>10</b>
<b><i>I.4. Les sources des propos illégitimes .....</i></b>	<b>11</b>
<b><i>I.5. Les cibles des propos illégitimes .....</i></b>	<b>14</b>
<b><i>I.6. La responsabilité des médias pour les propos illégitimes .....</i></b>	<b>21</b>
II. COUVERTURE DES FOYERS DE TENSION.....	24
<b><i>II.1. La couverture quantitative des foyers de tension .....</i></b>	<b>24</b>
<b><i>II.2. La nature des foyers de tension médiatisés .....</i></b>	<b>26</b>
<b><i>II.3. La localisation des foyers de tension .....</i></b>	<b>30</b>
<b><i>II.4. L'image du gouvernement local et national.....</i></b>	<b>32</b>
<b><i>II.5. La couverture qualitative des foyers de tension .....</i></b>	<b>35</b>

# INTRODUCTION

Nous tenons à rappeler que l'Unité de Monitoring des Médias (UMM) intervient dans le cadre du projet « **Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, Leadership et Stabilité** » ou **INCIPALS (www.incipals.eu)**, financé par l'Union européenne et mis en œuvre par un consortium d'organisations composé du : *Centre Européen d'Appui aux Processus Electoraux (ECES)*, spécialisé dans le domaine du renforcement de capacités de tous les acteurs œuvrant dans le processus de démocratisation ; *Osservatorio di Pavia (OdP)* qui est un Institut de recherche spécialisé dans l'analyse des médias ; *Search for Common Ground (SFCG)* qui œuvre pour la construction de la paix et possède une solide expérience dans la production de programmes médias, mais également dans la création d'espaces de dialogue inclusif et constructif et *Center for Creative Leadership (CCL)*, qui promeut la compréhension, la pratique et le développement du leadership pour le bénéfice de la société dans sa globalité.

Le projet INCIPALS veut **contribuer à la création d'un climat apaisé et à la consolidation du processus de démocratisation**. Il vise les objectifs suivants: (1) consolider l'expertise technique de la société civile dans le suivi du cycle électoral, mais également des actions des institutions élues et renforcer leurs capacités dans la prévention de conflits et la construction de la paix; (2) consolider les initiatives d'éducation civique/électorale et promouvoir des espaces de dialogues/débats entre les différentes composantes de la société ; (3) renforcer les capacités de leadership des femmes pour une plus grande participation politique ; (4) améliorer la compréhension des perceptions populaires et citoyennes au sein de différents groupes cibles.

En se basant sur les expériences et l'expertise développées à travers le Projet d'Appui à la Crédibilité et à la Transparence des Elections (PACTE), l'UMM entreprend des analyses de contenus de la couverture médiatique afin de fournir aux professionnels de l'information des outils destinés à la promotion de l'autorégulation, mais également à la professionnalisation des médias et aux organisations de la société civile, des instruments de soutien aux activités de plaidoyer et de sensibilisation. L'UMM publiera des rapports qualitatifs et quantitatifs hebdomadaires et périodiques focalisés sur différents volets d'analyse.

Ce rapport se propose de fournir un aperçu général des propos illégitimes proférés dans les médias et de la couverture des foyers de tension, au cours de la période du 3 au 31 août 2015. Il se base, à cette fin, sur les données quantitatives collectées par l'UMM et se sert également des remarques qualitatives diffusées dans les rapports quotidiens et hebdomadaires (*Notes sur la couverture médiatique audiovisuelle ; Revue de presse*) afin de contextualiser les résultats.

L'échantillon analysé est défini comme suit :

Période d'analyse : 3 au 31 août 2015.

Audiovisuel	
<b>5 chaînes TV:</b> TVM, Viva TV, TV Plus, Ma-TV, Kolo TV	<b>Plage horaire :</b> 16h00 / 24h00
<b>4 stations radio :</b> RNM, Radio Plus, Free FM, Antsiva	<b>Plage horaire :</b> 7h00 / 16h00
<b>Emissions analysées :</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>• Programme d'information (journal parlé et télévisé)</li><li>• Emission interactive</li><li>• Emission d'analyse/Chronique politique</li><li>• Magazine</li></ul>	

- Débat politique / Social
- Communication institutionnelle
- Spot de propagande politique

<b>Presse</b>
---------------

10 quotidiens ont été également soumis à une observation systématique : il s'agit de L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, Madagascar Matin, La Vérité, La Gazette de la Grande île, Tia Tanindrazana, Ma-Laza, Takoritsika, L'Observateur et Les Nouvelles.

# I. PROPOS ILLEGITIMES ET STEREOTYPES SEXISTES

La première partie du rapport se focalise sur les propos illégitimes ainsi que les stéréotypes sexistes, et met en exergue les éléments ci-après:

- La présence et la récurrence des discours haineux – incitations à la violence, propos discriminatoires, incitation à l’intolérance religieuse, diffamation –, des propos belliqueux mais également offensants et des stéréotypes sexistes dans les différents médias et dans les différents types de programmes ;
- Les sources et les cibles de ces propos illégitimes ;
- L’attitude des journalistes/professionnels des médias à l’égard de ces propos.

Ce type d’analyse permet d’évaluer les médias d’un point de vue de la déontologie et d’apprécier leur responsabilité vis-à-vis du climat d’opinion se rapportant aux principaux sujets sensibles

Etant donné que la période d’analyse s’étend sur la totalité du mois d’août, plus précisément sur une période de 21 jours, contre 15 pour le mois précédent, il va de soi que le nombre de propos illégitimes (dorénavant PI) ait augmenté. Toutefois, si le volume de discours incendiaires au niveau de la presse et des chaînes télévisées a presque doublé, ce n’est pas le cas à la radio dans la mesure où le monitoring n’a relevé que 16 cas de différence, passant de 147 à 163 cas de PI.

Au niveau des chaînes TV, l’analyse du mois d’août montre une prédominance de la diffusion d’alarmes et de rumeurs non vérifiées ainsi qu’une sensible baisse des propos belliqueux et langage offensif. Cependant, les discours diffamatoires ont connu une hausse tandis que les propos xénophobes ont laissé la place aux stéréotypes sexistes.

Concernant les stations radios, les différentes catégories de propos illégitimes gardent le même ordre d’importance que durant le mois précédent. En d’autres termes, les alarmes et rumeurs restent prépondérantes, suivies par les langages offensifs et les propos belliqueux ainsi que la diffamation. Concernant cette dernière catégorie d’irrégularités en particulier, il s’avère important de noter qu’elle a connu une baisse significative. Par ailleurs, plus aucun discours xénophobe et discriminatoire n’a été relevé durant la période d’analyse, au niveau des radios, tandis que les appels à la violence et les stéréotypes sexistes s’avèrent marginaux.

Pour ce qui est de la presse écrite, l’ordre d’importance des différents types de propos illégitimes a également été maintenu, autrement dit le langage offensif, les alarmes et les rumeurs ainsi que la diffamation constituent la grande majorité des cas de discours incendiaires relevés. Il faut cependant souligner que le taux de propos belliqueux et de diffamation a nettement régressé. Aussi, la catégorie appels à la violence a été substituée par l’apologie de crime non violent, tandis que la présence des discours xénophobes et les stéréotypes sexistes demeure très limitée.

## ***1.1. LA NATURE DES PROPOS ILLEGITIMES CONSTATÉS***

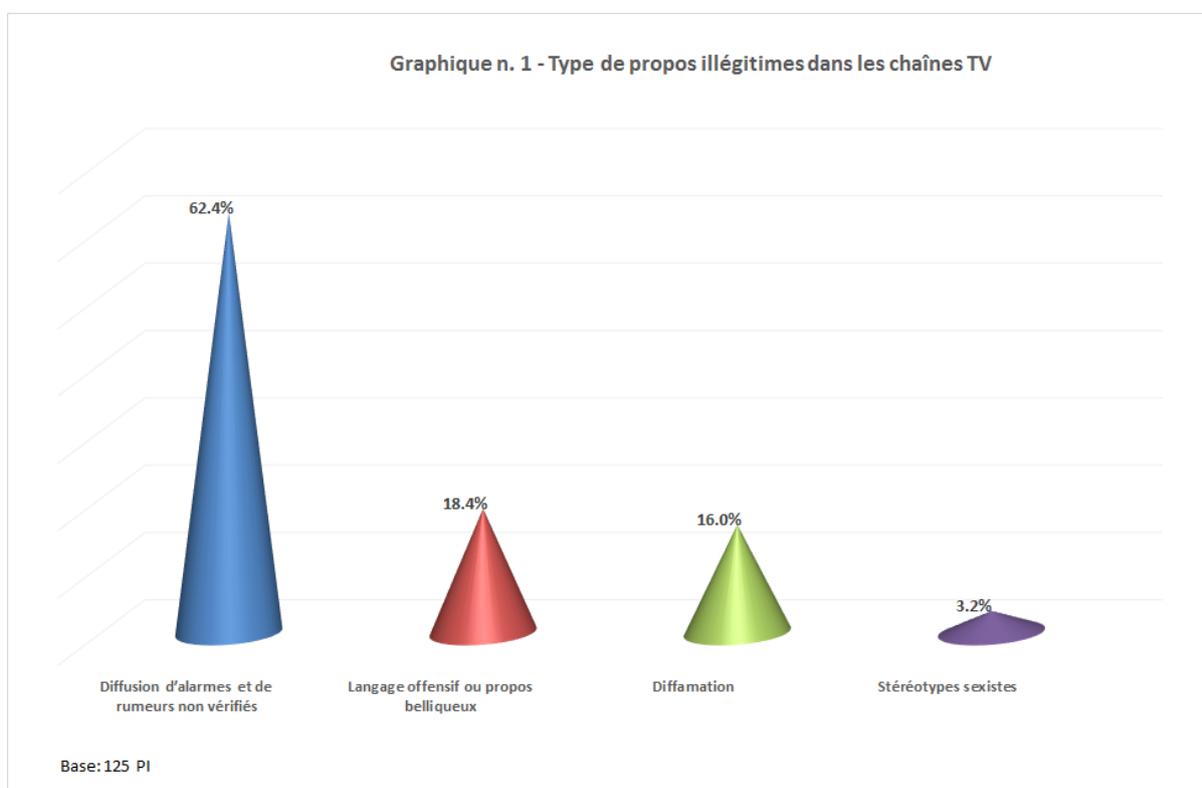
Comme précisé dans le précédent rapport, autrement dit celui du mois de juillet, les différents types de propos illégitimes diffèrent selon leur niveau de gravité. Cependant, bien qu’ils soient tous considérés comme « illégitimes », ils ne constituent pas tous des violations aux dispositions légales. A ce propos, les discours haineux, à savoir les appels à la violence et à l’intolérance religieuse, la xénophobie, la diffamation ainsi que les propos racistes et discriminatoires sont interdits et

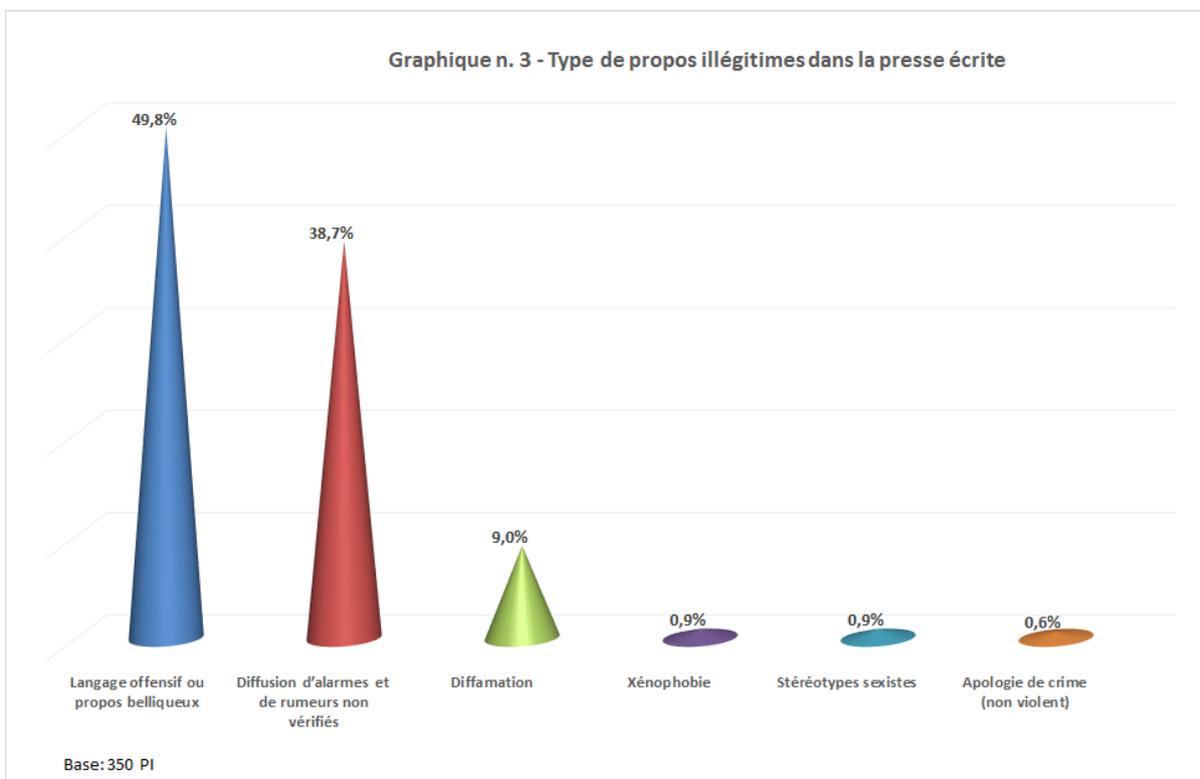
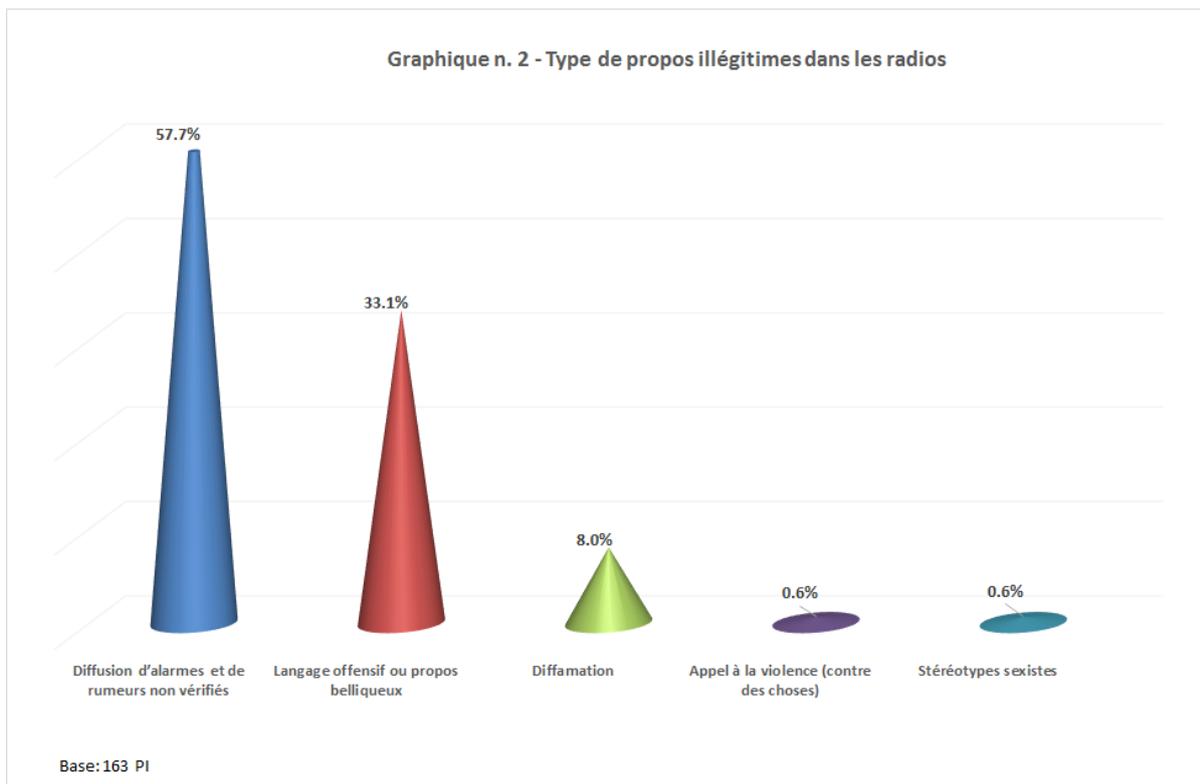
sanctionnés par les textes en vigueur. Ce qui n'est pas le cas des propos belliqueux et l'utilisation d'un langage offensant, lesquels sont néanmoins découragés par les Codes de déontologie journalistique et de bonne conduite des partis politiques, car ils contribuent à faire du discours public un espace d'agressivité, voire de règlement de comptes, ne jouant pas en faveur d'un climat apaisé ni d'un débat tolérant et ouvert.

La diffusion d'alarmes et de rumeurs non vérifiées est considérée, pour sa part, comme un non-respect de la déontologie journalistique, qui exige des professionnels de l'information un recouplement des sources et la vérification des informations au préalable, notamment dans le cas où lesdites rumeurs et alarmes sont susceptibles de générer des troubles.

En ce qui concerne les stéréotypes sexistes, ils représentent une très mauvaise pratique - ternissant l'image de la femme et renforçant son exclusion de l'espace public -, qui fait actuellement l'objet d'une importante action de sensibilisation auprès des communicateurs.

Les graphiques ci-dessous présentent, pour les trois catégories de médias (TV, Radio, Presse écrite), la répartition des différents types de propos illégitimes.





Les **dépassements les plus graves** – tels que les appels à la violence et la xénophobie – restent très limités à l'exception de la diffamation qui figure à la troisième position dans le classement des propos illégitimes selon leur récurrence et ce, tant au niveau des médias audiovisuels qu'au niveau de la presse écrite. Un **appel à la violence contre les objets et biens matériels** a été relevé à la radio,

prononcé par un auditeur dans le cadre d'une intervention téléphonique dans une émission interactive : « *Nous allons nous accaparer de force les compteurs d'électricité des nouvelles maisons sises dans notre quartier d'Ambohidratrimo pour les attribuer à ceux qui ont déjà attendu longtemps pour en disposer, si vous (JIRAMA) validez encore des demandes récentes. Nous n'aurons pas de mal à le faire car nous avons dans nos rangs des techniciens retraités de la compagnie qui savent très bien s'y prendre* ». Le journaliste-animateur de la station s'est d'ailleurs abstenu de toute intervention en vue de recadrer ce discours. Concernant toujours les appels à la violence, le recours à la vindicte populaire a été soulevé par un auditeur, ciblant les responsables étatiques qui s'accapareraient des deniers publics. Les cas de **discours xénophobes** ont été uniquement relevés dans la presse et ciblent, Catherine Paoli, responsable au sein de la commission d'organisation des Jeux des îles, Fatma Samoura représentante résidente du Système des Nations Unies et la communauté indopakistanaise. Ces dernières ont été la cible de propos xénophobes en rapport respectivement, avec l'incident du drapeau malgache durant la dernière édition des JIOI, une opinion suggérant l'acceptation impérative des résultats des communales et une éventuelle mainmise de cette minorité sur les terrains et autres biens immobiliers.

Comme il a été précisé précédemment, les **propos diffamatoires** sont fréquents (18 cas à la télévision, 13 à la radio et 30 dans la presse écrite) et dans la grande majorité des cas, ont trait au processus électoral, plus précisément aux récentes élections communales. En clair, les cas de diffamation sont en majeure partie constitués d'accusations sans fondement de fraudes électorales et ciblent **les candidats** : « *le jour du silence électoral, le candidat du Mapar à Toamasina a encore rémunéré des chefs de collectivités territoriales pour faire sa propagande et distribué de l'argent aux électeurs* » ; **les autorités locales** : « *le Chef de région Diana a pris activement part à la dernière propagande pour faire élire les candidats HVM dont celui d'Ambanja* » ; **les magistrats** : « *le Vice-président du Tribunal de première instance de Toamasina a eu l'intention de délivrer plusieurs ordonnances à tous ceux qui n'ont pas été inscrits dans la liste électorale et qui ont pourtant voulu voter pour les candidats HVM* » ; et **l'administration électorale** : « *le président de la CENIT est corrompu. Il a été payé pour faire prévaloir les candidats HVM* ». **Les politiciens** ne sont pas non plus épargnés par les discours diffamatoires. Les nombreuses réactions faisant suite aux « révélations » de l'ancien Président Didier Ratsiraka, lors de la conférence de presse tenue à l'occasion de la sortie de son livre autobiographique, sont, en effet, constituées de propos appartenant à cette catégorie de discours incendiaires. L'Amiral a, d'ailleurs lui-même, été la source de diffamations.

Le **langage offensant** ou les **propos belliqueux** et la **diffusion d'alarmes et rumeurs** constituent les principales catégories de discours incendiaires relevés durant la période analysée. Il est important de souligner que la première catégorie comptabilise plus de la moitié des cas identifiés, tous médias confondus. D'une manière générale, ces types de propos illégitimes ont été utilisés pour évoquer le thème des élections communales, la tension politique qui a régné à Fianarantsoa et la gouvernance du pays, en général. En somme, les sources des propos incendiaires dans les médias ont eu recours à ce type de discours lors de la dénonciation d'éventuelles fraudes électorales lesquelles auraient été imputables le plus souvent au parti au pouvoir ; pour dénoncer une partialité et complicité de la CENIT ; pour soutenir l'existence de complot politique dans le saccage de la station Viva et l'instauration d'un climat de tension dans la ville de Fianarantsoa et pour critiquer virulemment le régime, accusé d'être soumis à la Communauté internationale et de vouloir monnayer l'adhésion des députés à la majorité présidentielle.

La présence de **stéréotypes sexistes** est limitée à 5 cas au niveau des médias audiovisuels (1 à la radio Antsiva et 4 sur Viva TV) et 3, pour la presse écrite. Sept cas sur les 8 relevés au cours du monitoring durant le mois d'août ciblent Lalao Ravalomanana qui est présentée comme une marionnette manipulée par son mari dans sa reconquête du pouvoir : « *Lalao Ravalomanana ne sera qu'un maire*

de substitution. Les rênes de la Commune urbaine d'Antananarivo seront tenus par son époux, Marc Ravalomanana » ; « Elle porte toujours le nom de son mari parce qu'elle n'a rien d'autre de solide ». Quant à l'unique cas restant, il s'agit d'une photo illustrant un article du quotidien Takoritsika et représentant une femme à moitié dénudée dans une posture provocante, prise en contre-plongée. Une image qui renvoie clairement à l'idée de la femme comme objet sexuel.

## ***1.2. LES PROPOS ILLEGITIMES DANS LES DIFFERENTS MEDIAS***

Le monitoring des médias du mois d'août a constaté une présence significative de propos illégitimes au niveau des médias audiovisuels, bien que les épisodes relevés soient plus nombreux à la radio. L'UMM a, en effet, observé :

- 1) **125 PI sur les cinq chaînes télévisées analysées.** Comme le démontre le tableau 1, les PI sont concentrés au sein de VIVA TV, tandis que KOLO TV et TV Plus ont présenté à peu près les mêmes résultats.

**Tableau n. 1 – PI dans les différentes chaînes télévisées**

Chaîne TV	N.	%
VIVA TV	76	60.8%
KOLO TV	22	17.6%
TV-Plus	21	16.8%
Ma-TV	6	4.8%
<b>Total</b>	<b>125</b>	<b>100.0%</b>

- 2) **163 PI sur les quatre radios observées.** Radio ANTSIVA présente le nombre plus conséquent de PI, suivie par FREE FM et RADIO PLUS. La radio nationale, par contre, a fait preuve d'attention et se montre responsable vis-à-vis des propos émis dans les différentes émissions.

**Tableau n. 2 – PI dans les différentes stations radio**

Radio	N.	%
ANTSIVA	89	54.6%
FREE FM	44	27.0%
RADIO PLUS	26	16.0%
RNM	4	2.5%
<b>Total</b>	<b>163</b>	<b>100.0%</b>

- 3) Les PI sont omniprésents dans les **10 quotidiens analysés (350 cas relevés)**. La Gazette de la Grande île est la publication qui présente le plus grand nombre d'irrégularités, suivie par La Vérité, Madagascar Matin et L'Observateur. Les autres titres montrent un nombre largement inférieur de PI. Dans L'Express de Madagascar, les propos illégitimes sont presque absents.

**Tableau n. 3 – PI dans les différents quotidiens**

Quotidien	N.	%
La Gazette	123	35.1%
La Vérité	70	20.2%
Madagascar Matin	62	17.4%
L'Observateur	42	12.1%
Takoritsika	24	6.8%
Tia Tanindrazana	11	3.1%
Midi Madagascar	6	1.8%
Ma-Laza	6	1.7%
Les Nouvelles	4	1.1%
Express	2	0.6%
<b>Total</b>	<b>350</b>	<b>100.0%</b>

### ***1.3. LES PROPOS ILLEGITIMES DANS LES DIFFERENTS TYPES D'EMISSIONS ET D'ARTICLES***

Les PI se concentrent presque exclusivement au sein des journaux télévisés dans les stations TV, en raison notamment du fait qu'il s'agit de l'espace privilégié par les politiciens pour s'exprimer. Les journaux parlés présentent également un nombre significatif de PI. Toutefois à la radio, les autres types de programmes laissent filtrer des irrégularités, en l'occurrence les chroniques politiques et les émissions interactives dans lesquelles les sources sont majoritairement constituées de journalistes et d'auditeurs. Dans les quotidiens, les espaces rencontrant le plus de PI sont les articles d'opinion et les éditoriaux. L'on relève toutefois des cas d'irrégularités dans des compte-rendu.

**Tableau n. 4 – PI dans les différents types d'émission (TV)**

Type d'émission	N.	%
Journal télévisé	121	96.8%
Débat politique / Social	3	2.4%
Autres	1	0.8%
<b>Total</b>	<b>125</b>	<b>100.0%</b>

**Tableau n. 5 – PI dans les différents types d'émission (radio)**

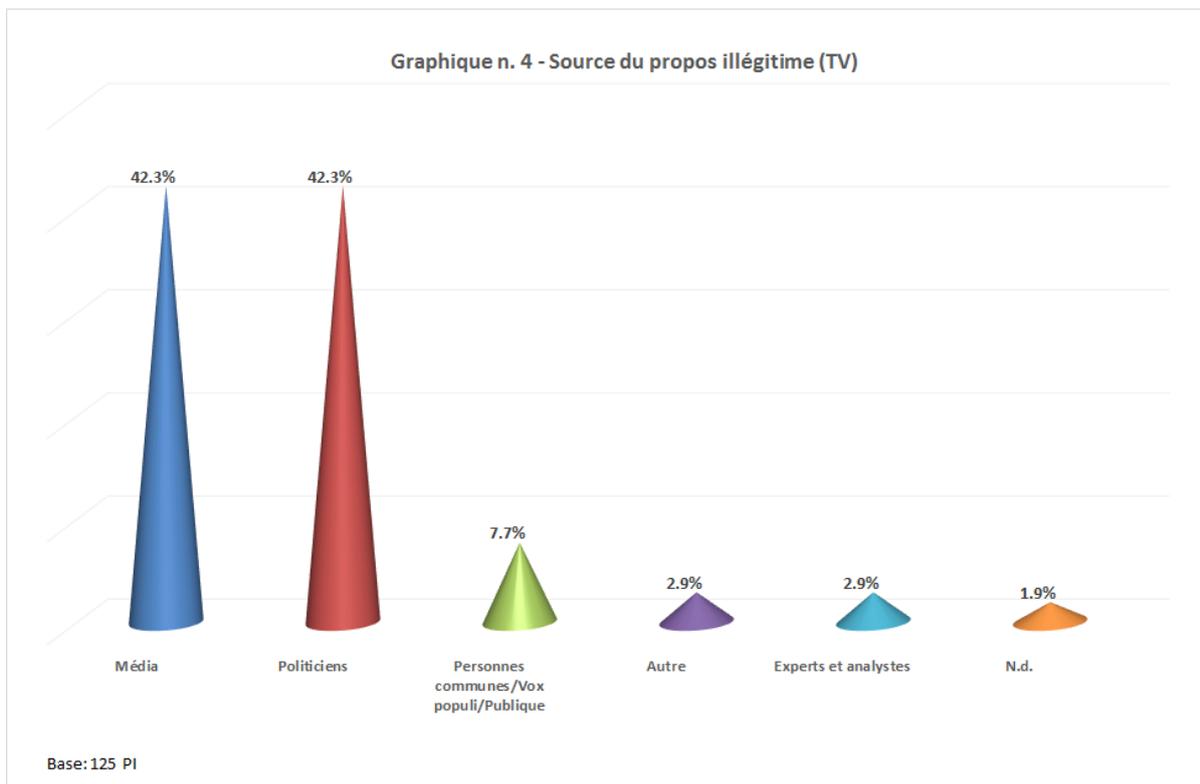
Type d'émission	N.	%
Journal parlé	77	47.2%
Emission interactive	47	28.8%
Emission d'analyse/Chronique politique	37	22.7%
Débat politique / Social	2	1.2%
<b>Total</b>	<b>163</b>	<b>100.0%</b>

**Tableau n. 6 – PI dans les différents types d'article**

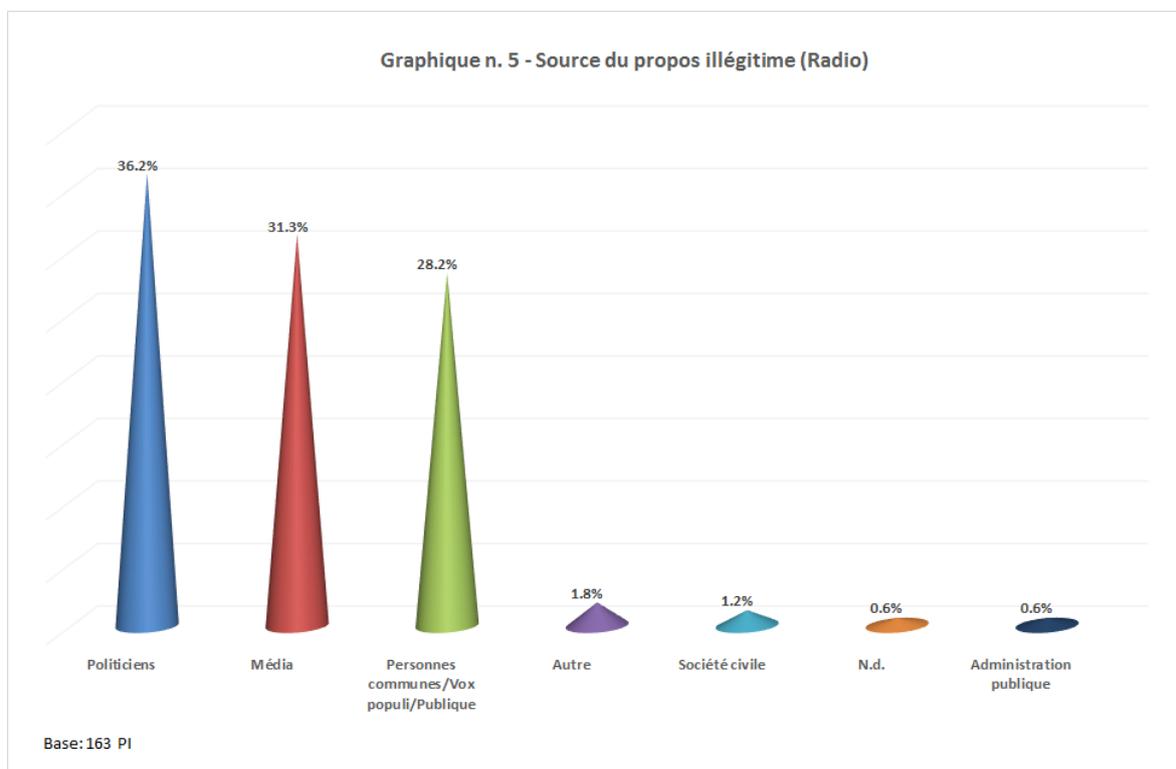
Type d'article	N.	%
Commentaire/Opinion	230	65.7%
Compte rendu	43	12.3%
Éditorial	39	11.1%
Brève/ Synthèse	16	4.6%
Interview	10	2.9%
Approfondissement/ Reportage/Enquête	6	1.7%
Caricature	3	0.9%
Billet/Communiqué/Dépêche	2	0.6%
Photo	1	0.3%
<b>Total</b>	<b>350</b>	<b>100.0%</b>

#### ***1.4. LES SOURCES DES PROPOS ILLEGITIMES***

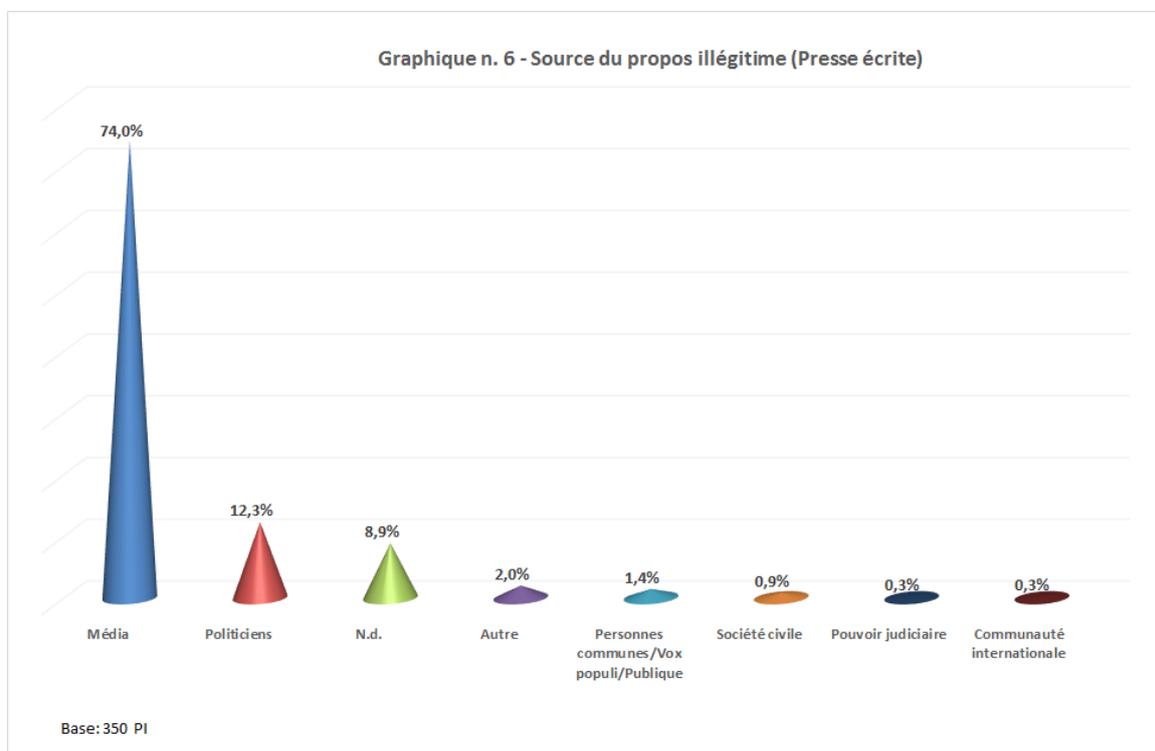
Les politiciens et les médias représentent les principales sources des PI proférés dans les émissions télévisées et, en mesure plus limitée, les personnes communes (graphique n. 4). En croisant ces résultats avec les données précédentes, qui présentent les PI comme étant majoritairement relevés dans les journaux télévisés, il apparaît que ce type de programmes est privilégié par les politiciens pour prononcer des discours agressifs et ce, le plus souvent avec la complicité des journalistes.



Le monitoring du mois d'août révèle que trois catégories de sources (graphique n. 5) sont principalement à l'origine des PI recensés à la radio : les politiciens, les journalistes/animateurs et les auditeurs (ces derniers représentent la quasi-totalité de la catégorie « Personnes communes »). Tel qu'il a été constaté dans le rapport du mois de juillet, certaines stations témoignent d'un lien entre un journalisme peu attentif aux responsabilités professionnelles des médias, une classe politique qui tend vers un discours agressif et parfois belliqueux ; et un public indiscipliné.



La presse (graphique n. 6) fait preuve d'un type de journalisme particulièrement agressif et provocateur, où les professionnels des médias accusent la grande majorité des discours et propos incendiaires, suivis à distance par les politiciens. La catégorie N.D. (non déterminé) présente également une certaine importance dans la diffusion de PI, dans la mesure où elle est majoritairement constituée de sources anonymes et d'interlocuteurs non précisés, dont les déclarations parfois diffamatoires ou diffusant des alarmes et rumeurs sont rapportées dans les articles.



Ces résultats confirment les tendances déjà relevées au cours de mois de juillet, notamment :

- un débat politique agressif
- des défaillances évidentes dans le respect des règles du *fair-play* politique
- un journalisme orienté et souvent agressif
- une mauvaise discipline dans la gestion des interventions des auditeurs.

En tant que période post-électorale, il s'avère évident que le début du mois d'août soit marqué par la montée des informations se rapportant aux différentes contestations électorales. La plupart des acteurs politiques ont ainsi utilisé les médias pour dénoncer les irrégularités constatées durant les scrutins, accuser leurs concurrents d'abus de toutes sortes, démontrer les défaillances dans l'organisation en général ou encore témoigner publiquement des faits auxquels ils ont été confrontés. A ce propos, le sujet a été généralement abordé sans contrainte ni limite. Les politiciens et les médias, principales sources des PI, ont effectivement mis de côté leur devoir du respect d'autrui, pour pouvoir convaincre l'opinion de l'existence d'anomalies électorales. Le respect de la déontologie journalistique a ainsi été délaissé, comme en témoignent les articles ou reportages dans lesquels les professionnels de l'information tiennent des propos incitant à la haine ou à la violence.

## ***1.5. LES CIBLES DES PROPOS ILLEGITIMES***

Les cibles privilégiées des PI au sein des émissions télévisées et radiodiffusées sont les politiciens, un constat qui confirme la nature polarisée et agressive du débat politique. L'administration publique et électorale constitue les principaux destinataires des mépris et reproches. La communauté internationale est également fréquemment ciblée. Il en est de même pour les forces de l'ordre, plus particulièrement dans la presse, en raison notamment des événements liés à la sécurité électorale, des personnes et des biens.

En réalité, la recrudescence de l'insécurité, aussi bien dans la capitale que dans les régions, a amené les journalistes ainsi que les politiciens à critiquer de manière virulente les forces de l'ordre et leurs éléments. D'une part, ils sont accusés de complicité avec les commanditaires des kidnappings à répétition et les auteurs de trafics en tout genre, soupçonnés notamment de protéger certains bateaux transportant des bois de rose. D'autre part, la prolifération des armes de guerre – favorisant les actes de banditisme dont les vols de bovidés – donne une image négative des forces de l'ordre car ils sont les seuls autorisés à en détenir et pourtant, il s'agit le plus souvent des armes utilisées par les bandits pour commettre des actes malveillants. Par conséquent, la question liée à la sécurité devient un thème d'actualité qui prête à toutes sortes de commentaires et d'opinions basés sur des rumeurs, usant fréquemment de propos belliqueux. Par ailleurs, il a été souvent rapporté par les médias que les forces de l'ordre sont mêlées à des actes d'intimidation sur des électeurs lors du processus électoral et auraient également participé au saccage de la station VIVA de Fianarantsoa.

**Tableau n. 7 – Cibles des PI dans les chaînes télévisées**

<b>Cible du propos</b>	<b>N.</b>	<b>%</b>
Politiciens	88	70.4%
Administration publique	10	8.0%
Communauté internationale	8	6.4%
N.d.	7	5.6%
Administration électorale	5	4.0%
Minorités	3	2.4%
Autre	2	1.6%
Personnes communes/Vox populi/Publique	2	1.6%
<b>Total</b>	<b>125</b>	<b>100.0%</b>

**Tableau n. 8 – Cibles des PI dans les stations radio**

Cible du propos	N.	%
Politiciens	73	44.8%
Autre <sup>1</sup>	21	12.9%
Communauté internationale	14	8.6%
Administration électorale	13	8.0%
Administration publique	12	7.4%
N.d.	8	4.9%
Personnes communes/Vox populi/Publique	6	3.7%
Minorités	6	3.7%
Armée et police	4	2.5%
Société civile	4	2.5%
Pouvoir judiciaire	2	1.2%
<b>Total</b>	<b>163</b>	<b>100.0%</b>

**Tableau n. 9 – Cibles des PI dans la presse écrite**

Cible du propos	N.	%
Politiciens	184	52,6%
Administration publique	37	10,6%
Armée et police	26	7,4%
Autre	26	7,4%
N.d.	25	7,1%
Communauté internationale	17	4,9%
Personnes communes/Vox populi/Publique	12	3,4%
Administration électorale	9	2,6%
Pouvoir judiciaire	5	1,4%
Minorités	4	1,1%
Société civile	3	0,9%
Média/journaliste/reporter/présentateur	1	0,3%
Femmes	1	0,3%
<b>Total</b>	<b>350</b>	<b>100,0%</b>

<sup>1</sup> La catégorie « Autre » ici inclut principalement les travailleurs de la société Jirama.

A partir de ces tableaux, il apparaît que les **politiciens** constituent les principales cibles des PI émanant des journalistes, du public et de leurs homologues. Ils font notamment l'objet de discours belliqueux, de propos injurieux et d'accusations diffamatoires. Un constat qui témoigne de la mauvaise réputation de la classe politique auprès de l'opinion publique et de la faible confiance qui lui est accordée.

La mauvaise représentation des **acteurs politiques** auprès de l'opinion publique ne justifie pas, à elle seule, le sentiment de discrédit constaté à l'égard de la sphère publique, étant donné que l'**Administration publique**, dans son ensemble, fait également l'objet de vives critiques, renforçant par conséquent ce sentiment de méfiance vis-à-vis de la classe politique et de la classe dirigeante publique.

Les politiciens qui font l'objet de plus de PI sont issus des partis HVM et TIM, en particulier Lalao Ravalomanana, candidate de l'ancien parti présidentiel à la mairie d'Antananarivo.

**Tableau n. 10 - Extrait de propos ciblant les politiciens et l'Administration publique**

Media	Emission/Article	Source	Description
ANTSIVA	SEHATRA HO AN'NY MPIHAINO	Citoyens	<i>Le gouvernement est impliqué dans le trafic de bois de rose comme l'atteste l'existence de plusieurs personnalités intouchables à Analanjirofo et dans la région SAVA</i>
ANTSIVA	JP VM	Politiciens	<i>Le parti AREMA a manipulé le vote de 1989. Il a assuré le transport de plusieurs électeurs vers les bureaux de vote et a ensuite exigé le bulletin du candidat du MONIMA Monja Jaona comme billet de retour</i>
ANTSIVA	JPVM	Politiciens	<i>Les partis politiques TIM et HVM ont opéré des détournements de voix de haut niveau dans la commune urbaine d'Anjoma Ramartina durant ces élections.</i>
ANTSIVA	JP VM	Politiciens	<i>Ratsiraka a payé des jeunes (TTS) pour brûler et détruire les magasins des Indopakistanaï. Il a également fait assassiner des jeunes dont on n'a pas retrouvé les corps jusqu'à présent. Il est le cerveau de la tuerie dont les pratiquants du Kung Fu ont été victimes</i>
ANTSIVA	SEHATRA HO AN'NY MPIHAINO	Citoyens	<i>La CENI-T et les tenants du pouvoir sont complices. Ils se sont déjà concertés sur les résultats à promulguer</i>
ANTSIVA	JP VM	Journaliste/Média	<i>Il y aura forcément des fraudes électorales. Il y aussi des fraudes à l'Assemblée nationale. On entend d'ailleurs dire que certains signent deux voire trois fois</i>
ANTSIVA	JP	Journaliste/Média	<i>Les sociétés d'état sont exploitées par les tenants du pouvoir pour servir leur propre intérêt : une petite commission, une mise en vente, etc. et en se justifiant par la suite par les 3P (Partenariat Public Privé)</i>
FREE FM	ANAO NY FITENENANA	Journaliste/Média	<i>Au QG du TIM, il a été prouvé que des distributions d'argent ont eu lieu dans le but de soudoyer les électeurs</i>
FREE FM	ANAO NY FITENENANA	Politiciens	<i>Lalao Ravalomanana n'est qu'un instrument politique de son époux afin d'accéder de nouveau au pouvoir</i>
FREE FM	JP VM	Politiciens	<i>Le régime comme l'opposition sont en train d'acheter les députés. L'on obtiendra à nouveau une majorité à géométrie variable</i>
KOLO TV	JT VM	Politiciens	<i>Des chefs fokontany à Arivonimamo ont encore fait campagne le jour du scrutin et ont distribué de l'argent</i>

<b>KOLO TV</b>	JTVM	Journaliste/ Média	<i>Nombreux sont les candidats qui tentent de corrompre les magistrats au niveau du tribunal administratif afin de tourner les résultats des élections en leur faveur</i>
<b>RADIO PLUS</b>	DEMOKRASIA MIVANTANA	Citoyens	<i>Ces ministères volent l'argent des contribuables, qu'on leur coupe l'électricité</i>
<b>TV-Plus</b>	JT VM	Politiciens	<i>Des centaines de bulletins pré-cochés au feutre noir et en faveur du parti TIM ont été retrouvés dans un des bureaux de vote de Fenoarivo</i>
<b>TV-Plus</b>	JT VM	Politiciens	<i>Certains chefs fokontany ont distribué de fausses cartes d'électeurs en faveur d'un candidat</i>
<b>TV-Plus</b>	VAOVAOM- PARITRA	Politiciens	<i>Le 30 juillet, entre 16 et 18h, le candidat du MAPAR a encore rémunéré des chefs de collectivités territoriales pour faire sa propagande. Il a également distribué de l'argent aux électeurs.</i>
<b>TV-Plus</b>	JT VM	Politiciens	<i>Les falsifications et imperfections du scrutin constituent une stratégie établie par le pouvoir actuel pour affaiblir le MAPAR qui est un groupement politique puissant et qu'il craint</i>
<b>VIVA</b>	JT VM	Journaliste/ Média	<i>Le parti au pouvoir n'a plus d'autre stratégie que de frauder pour pouvoir sortir vainqueur des communales</i>
<b>VIVA</b>	JT VM	Politiciens	<i>Le HVM et le pouvoir actuel font tout pour falsifier les résultats de vote</i>
<b>VIVA</b>	JT VM	Journaliste/ Média	<i>Les sales manœuvres des autorités et du HVM ! Ils ont projeté de bloquer la route aux véhicules qui transportent les équipements destinés à la station VIVA de Fianarantsoa. Des mercenaires sont déjà prêts pour détruire ces matériels.</i>
<b>VIVA</b>	JT VM	Média Journaliste/	<i>Dans le district de Marolambo, un responsable étatique s'apprête à modifier les résultats des élections. On a également contraint les citoyens à voter pour le HVM</i>
<b>La Gazette</b>	Commentaire/Opinion	Journaliste/ Média	<i>Les résultats des votes ont été modifiés de sorte que le candidat du parti au pouvoir soit déclaré vainqueur. Des rumeurs circulent comme quoi les résultats ont été annulés à Fianarantsoa.</i>
<b>La Gazette</b>	Commentaire/Opinion	Journaliste/ Média	<i>Des actes frauduleux comme le transport d'électeurs, l'achat de voix, les cartes d'électeurs et d'identité nationale vierges, ont été relevés au vu et au su de tous, sans peur ni honte</i>
<b>Takoritsika</b>	Compte rendu	Société civile	<i>Ce gouvernement n'a bénéficié d'aucun financement. Ce sont les vols, la corruption et les arnaques qui le font tourner</i>
<b>La Vérité</b>	Commentaire/Opinion	Journaliste/ Média	<i>Chef fokontany arnaqueurs !</i>
<b>La Vérité</b>	Commentaire/Opinion	N.d.	<i>HVM, fraudeurs !</i>
<b>La Vérité</b>	Commentaire/Opinion	Journaliste/ Média	<i>Les magouilleurs ont procédé à l'annulation des résultats de certains bureaux de vote</i>
<b>L'Observateur</b>	Commentaire/Opinion	Journaliste/ Média	<i>La CENIT et le HVM ont l'intention de changer les résultats du vote</i>
<b>L'Observateur</b>	Commentaire/Opinion	N.d.	<i>Les rumeurs ont circulé sur l'existence de bulletins pré-cochés préparés par le HVM</i>
<b>Tia Tanindrazana</b>	Commentaire/Opinion	Journaliste/ Média	<i>Les partisans du HVM tentent tous les moyens pour inverser les résultats des élections à Amboato, en annulant les résultats des bureaux de vote</i>

<b>L'Observateur</b>	Commentaire/Opinion	Journaliste/ Média	<i>Le parti au pouvoir prévoit de manipuler les résultats, soit à son profit direct, soit dans l'optique de refaire les élections</i>
<b>Madagascar Matin</b>	Commentaire/Opinion	Journaliste/ Média	<i>Le HVM essaie de manipuler les résultats des communales pour tenter de voler la victoire au MAPAR</i>
<b>La Gazette</b>	Compte rendu	Journaliste/ Média	<i>Lalao Ravalomanana distribuait des poignées d'argent alors qu'elle insistait sur l'importance du débat d'idées</i>
<b>La Vérité</b>	Éditorial	Journaliste/ Média	<i>Le régime, à travers son parti politique, ne cache plus son intention de phagocyter le scrutin. Carrément, on ne s'embarrasse plus pour braquer les voix des autres. Tous les moyens sont bons, de l'appareil judiciaire aux fonctionnaires d'autorité, pression par-ci, oppression par-là, on passe. Bref les dignitaires, l'Etat et le parti au pouvoir ne font plus preuve de scrupule pour voler</i>
<b>Takoritsika</b>	Commentaire/Opinion	Journaliste/ Média	<i>L'argent qui a financé le renversement du régime Ravalomanana provient de Didier Ratsiraka, en France. C'est un secret de polichinelle</i>
<b>Takoritsika</b>	Commentaire/Opinion	Politiciens	<i>Des noms d'électeurs ont été remplacés par ceux de personnes payées par le HVM. Le scrutin a été prolongé jusqu'au samedi 1 août</i>
<b>Madagascar Matin</b>	Interview	Journaliste/ Média	<i>Les dirigeants ne sont que des pantins de la Communauté internationale</i>
<b>La Gazette</b>	Commentaire/Opinion	N.d.	<i>Le HVM serait prêt à payer jusqu'à 4 milliards d'ariary au candidat MAPAR, provisoirement en tête, pour qu'il cède sa place au candidat du parti présidentiel</i>
<b>La Vérité</b>	Commentaire/Opinion	Citoyen	<i>Lors d'une séance de formation sur l'utilisation des bulletins uniques, on a indiqué aux électeurs qu'ils doivent impérativement cocher en face du HVM</i>
<b>La Gazette</b>	Commentaire/Opinion	Politiciens	<i>Le chef de région Menabe est, à l'origine, le complice des voleurs de bovidés</i>
<b>Madagascar Matin</b>	Éditorial	Journaliste/ Média	<i>« Les institutions qui font rien, mis à part se fustiger entre elles, se rapprochent aujourd'hui pour se départager et abuser ensemble des richesses du pays »</i>
<b>La Gazette</b>	Commentaire/Opinion	Journaliste/ Média	<i>Les trafics intenses de bois de rose ne peuvent avoir lieu sans la complicité des hauts dirigeants étatiques</i>
<b>La Gazette</b>	Commentaire/Opinion	Journaliste/ Média	<i>Les politiciens spolient et pillent le pays à travers des réseaux mafieux</i>

**L'administration électorale** continue d'être la cible des propos incendiaires, notamment de la part journalistes et politiciens qui doutent de son intégrité et l'accusent de complicité dans les manœuvres de fraudes électorales.

**Tableau n. 11 - Extrait de propos ciblant l'administration électorale**

Media	Emission/Article	Source	Description
<b>ANTSIVA</b>	JP VM	Journaliste/ Média	<i>La CENI-T est devenue la marionnette de la Communauté internationale</i>
<b>ANTSIVA</b>	JP VM	Journaliste/ Média	<i>La CENI-T et la Communauté internationale ont volontairement perturbé la liste électorale</i>

<b>VIVA</b>	JT VM	Journaliste/ Média	<i>La CENI-T a fait exprès de ne pas considérer les résultats de certains bureaux de vote dans lesquels le MAPAR sort vainqueur et ce, pour faire élire les candidats HVM</i>
<b>ANTSIVA</b>	SEHATRA HO AN'NY MPIHAINO	Citoyens	<i>Les irrégularités observées et signalées lors des communales illustrent les magouilles du parti au pouvoir avec la CENI-T</i>
<b>VIVA</b>	JT VM	Journaliste/ Média	<i>La CENI-T était complice de la candidate Lalao Ravalomanana dite Neny lors de ces élections.</i>
<b>FREE FM</b>	ANAO NY FITENENANA	Politiciens	<i>La CENI-T est complice des magouilles du HVM, lors de ces communales</i>
<b>KOLO TV</b>	JP VM	Journaliste/ Média	<i>Les tentatives de modifications de PV et des résultats, relevées dans plusieurs parties de l'île, ont été faites en complicité avec la CENI-T</i>
<b>ANTSIVA</b>	JP VM	Politiciens	<i>Les résultats des votes à Fianarantsoa ont été manipulés. La CENI-T et le régime en place ont abusé de leur pouvoir. Ils ont surtout entrepris des fraudes niveau des 5 arrondissements situés en périphérie de la ville</i>
<b>ANTSIVA</b>	JP VM	Politiciens	<i>La CENI-T a été complice de l'introduction du terme « Neny » dans le bulletin unique, afin de favoriser la candidate du TIM. D'ailleurs la Commission n'a pas pu mettre en place ces magouilles sans l'appui du pouvoir actuel</i>
<b>FREE FM</b>	JPVM	Politiciens	<i>La CENI-T et le gouvernement ont été complices du TIM dans les détournements de voix perpétrés par ce parti politique</i>
<b>FREE FM</b>	JTVM	Politiciens	<i>Le CENI-T a soutenu le chef fokontany d'Amparafaravola pour faire disparaître la liste électorale de l'un des bureaux de vote de la circonscription</i>
<b>ANTSIVA</b>	JP VM	Journaliste/ Média	<i>Le logiciel SIGEM est utilisé pour inverser le choix des électeurs.</i>
<b>FREE FM</b>	ANAO NY FITENENANA	Politiciens	<i>Le soutien au candidat Hery Rafalimanana n'était qu'un subterfuge pour que la CENI-T, le TIM et le HVM, qui sont complices, puissent fomenter des fraudes massives, dont l'inscription du mot Neny dans le logo du TIM</i>
<b>VIVA</b>	JTVF	Politiciens	<i>La CENI-T a été complice des détournements de voix perpétrés par le HVM dans la commune d'Antsalova</i>
<b>FREE FM</b>	ANAO NY FITENENANA	Politiciens	<i>La CENI-T était complice des manigances des responsables des fokontany consistant à supprimer plusieurs électeurs des listes électorales afin de faire gagner la candidate du TIM. Ces chefs fokontany connaissaient effectivement les personnes qui voulaient voter pour la liste Freedom et ils les ont supprimés.</i>
<b>L'Observateur</b>	Éditorial	Journaliste/ Média	<i>La CENI-T ne tient visiblement pas à se mettre à dos les tenants du pouvoir, en déclarant vainqueur le HVM à Fianarantsoa et à Toliara, ce qui a pour but d'empêcher le MAPAR et le TIM de rafler la mise dans les 6 plus grandes villes du pays</i>
<b>La Gazette</b>	Commentaire/Opinion	Journaliste/ Média	<i>La transmission des résultats est propice à toute sorte de manipulations. L'attitude de l'ancienne présidente de la CENI-T, devenue une fervente militante du parti présidentiel, a peut-être déteint sur une partie du personnel de la Commission électorale. D'où cette tendance de nombreux agents de la CENI-T à avantager le HVM en plusieurs endroits</i>
<b>L'Observateur</b>	Commentaire/Opinion	Journaliste/ Média	<i>Comment la CENI-T va-t-elle se sortir de ce borbier national reconnu par tous les experts comme étant les élections les plus bordéliques jamais organisées à Madagascar</i>

**La Communauté internationale** n'est pas épargnée et a été majoritairement pris à partie par les politiciens et les médias.

**Tableau n. 12 - Extrait de propos ciblant la communauté internationale**

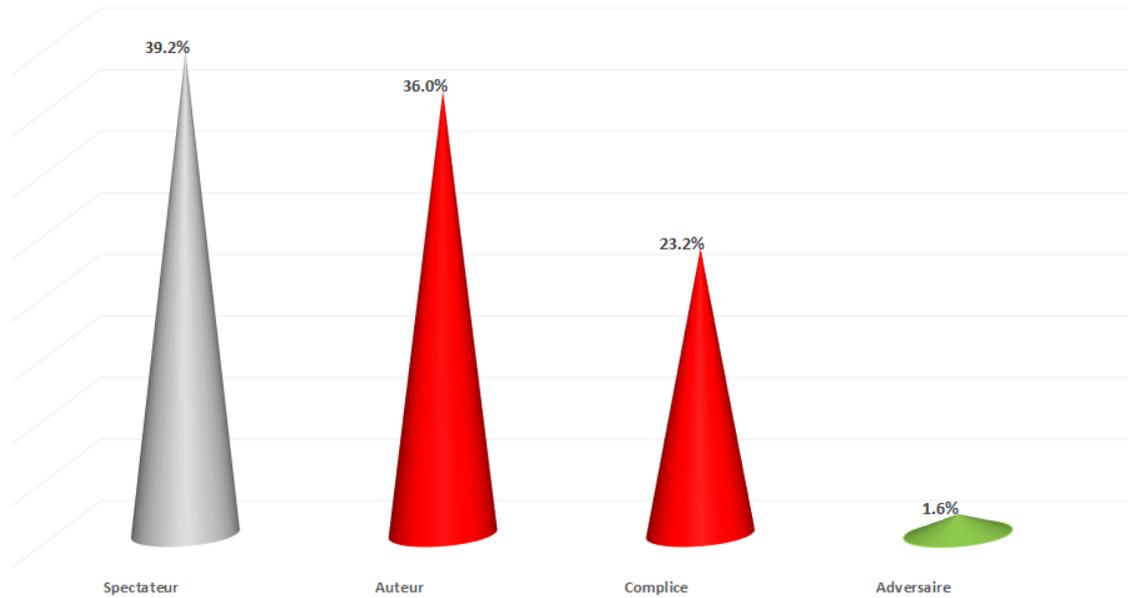
Média	Emission/Article	Source	Description
<b>ANTSIVA</b>	SEHATRA HO AN'NY MPIHAINO	Citoyens	<i>Les Américains n'ont jamais amené le développement dans les pays où ils s'implantent. Au contraire, ils n'y apportent que le malheur avec leur néocolonialisme et leurs bombes</i>
<b>ANTSIVA</b>	JP VM	Politiciens	<i>Les Français ne sont pas satisfaits de l'élection de Lalao Ravalomanana. L'on est en train de fomenter un coup visant à annuler les résultats</i>
<b>ANTSIVA</b>	SEHATRA HO AN'NY MPIHAINO	Citoyens	<i>La communauté internationale prend les Malgaches pour des cons</i>
<b>VIVA</b>	JT VM	Politiciens	<i>La communauté internationale aide et appuie le HVM dans ses manœuvres de fraudes électorales</i>
<b>VIVA</b>	JT VM	Politiciens	<i>Mme Samoura n'a pas à se mêler des affaires internes de la Grande île, elle ne doit pas faire ses lois ici</i>
<b>VIVA</b>	JT VF	Politiciens	<i>Les représentants de la communauté internationale obligent les Malgaches à accepter les résultats d'un scrutin falsifié et entaché de fraudes, elle s'allie avec le HVM et parle en faveur de ce parti</i>
<b>ANTSIVA</b>	JP VM	Journaliste/ Média	<i>L'objectif de la Communauté internationale réside dans l'instauration de l'instabilité dans la Grande île, surtout qu'il est probable que l'on découvre d'ici peu toutes les potentialités minières du pays. Les Français et les Américains essaient déjà de placer leurs pions, c'est-à-dire, les politiciens qu'ils pourront manipuler</i>
<b>ANTSIVA</b>	JP VM	Journaliste/ Média	<i>Le problème de la Jirama est le résultat de notre manie d'accepter bêtement les ordres de la Communauté internationale. La Communauté internationale oblige l'Etat malgache à ne plus produire et de vendre l'eau et l'électricité.</i>
<b>ANTSIVA</b>	JP VM	Journaliste/ Média	<i>Les Français et les Américains se départagent le pétrole de la Syrie, comme ce fut le cas en Lybie et en Irak. C'est également l'objectif de la Communauté internationale à Madagascar. On fait tout pour que le désordre s'installe pour ensuite s'accaparer les richesses pétrolières de Bemolanga et Tsimiroro. La diplomatie étrangère agit en toute hypocrisie</i>
<b>Ma-TV</b>	JT VM	Politiciens	<i>Le Pacte de responsabilité est une stratégie de la Communauté internationale pour acheter notre patrie</i>
<b>La Gazette</b>	Billet/Communiqué/Dé pèche	Journaliste/ Média	<i>C'est lors de ces Jeux des îles qu'on a vu des Comoriens OGM - Organismes Génétiquement Modifiés - (en référence aux Mahorais)</i>
<b>Tia Tanindrazana</b>	Commentaire/Opinion	Journaliste/ Média	<i>Certains Français considèrent toujours les Malgaches comme leurs esclaves</i>
<b>La Vérité</b>	Commentaire/Opinion	Journaliste/ Média	<i>La Vazaha a traité le fanion national comme une vulgaire serpillère. Ce fut la Nation entière qui a été considérée comme un minable chiffon</i>

<b>La Gazette</b>	Commentaire/Opinion	Journaliste/ Média	<i>Les Etats-Unis et la France ont l'intention de néo-coloniser la Grande île</i>
<b>La Gazette</b>	Commentaire/Opinion	Journaliste/ Média	<i>L'affaire (du drapeau malgache profané) a été réglée en haut lieu, (...), les autorités françaises ont promis leur assistance et ont joint le geste à la parole en accompagnant leur soutien d'une généreuse mallette. (...) Le système corruption France-Afrique prospère</i>
<b>La Gazette</b>	Commentaire/Opinion	Journaliste/ Média	<i>Fatma Samoura est d'origine sénégalaise. Il est clair qu'elle souhaite que Madagascar se soumette à la France comme son propre pays. (...) Au lieu de vouloir prendre le nom de Ranavalona IV, elle ferait mieux de devenir la princesse des tirailleurs sénégalais</i>
<b>La Gazette</b>	Commentaire/Opinion	Journaliste/ Média	<i>Même la toute puissante Samoura Fatouma, qui est devenue par la force des choses la gouverneure générale de Madagascar, reste silencieuse</i>
<b>L'Observateur</b>	Interview	Politicien	<i>Destruction de notre culture pour que la Communauté internationale instaure la sienne</i>

## ***1.6. LA RESPONSABILITE DES MEDIAS PAR RAPPORT AUX PROPOS ILLEGITIMES***

Les journalistes des médias télévisés maintiennent une attitude distante dite de spectateurs et par conséquent, ne prennent aucune responsabilité vis-à-vis des PI, ni pour rééquilibrer les propos, ni pour s'y opposer. D'ailleurs dans 60% des cas, les professionnels des médias sont les auteurs des propos incendiaires ou complices de la source qui les prononce. L'attitude qualifiée d'adversaire, autrement dit une intervention visant à contrecarrer les propos illégitimes, a été constatée mais s'avère cependant très rare.

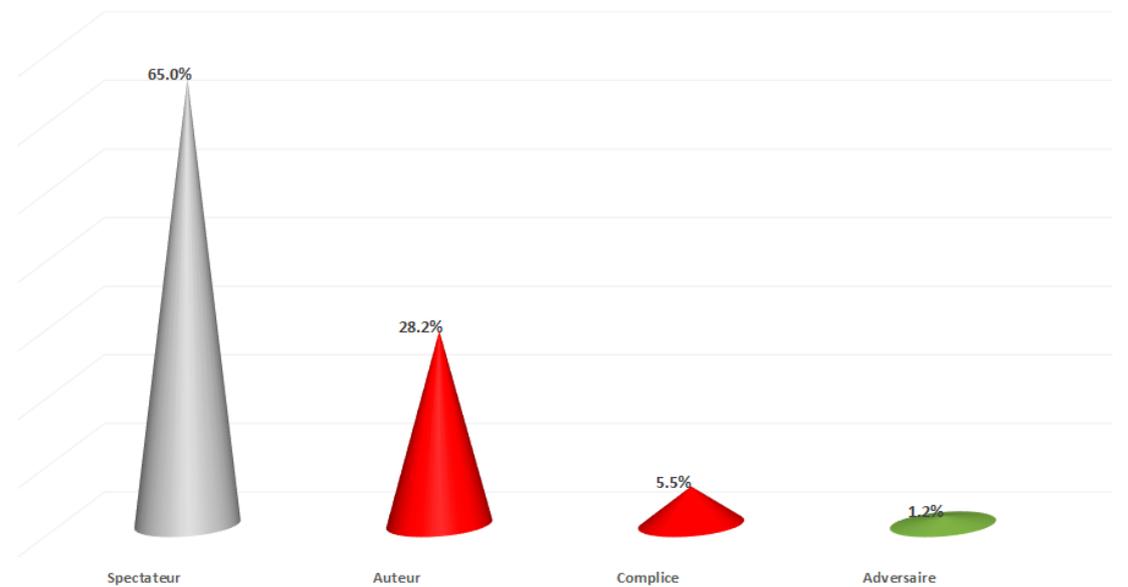
Graphique n. 7 - Attitude du média vis-à-vis des propos illégitimes (TV)



Base: 125 PI

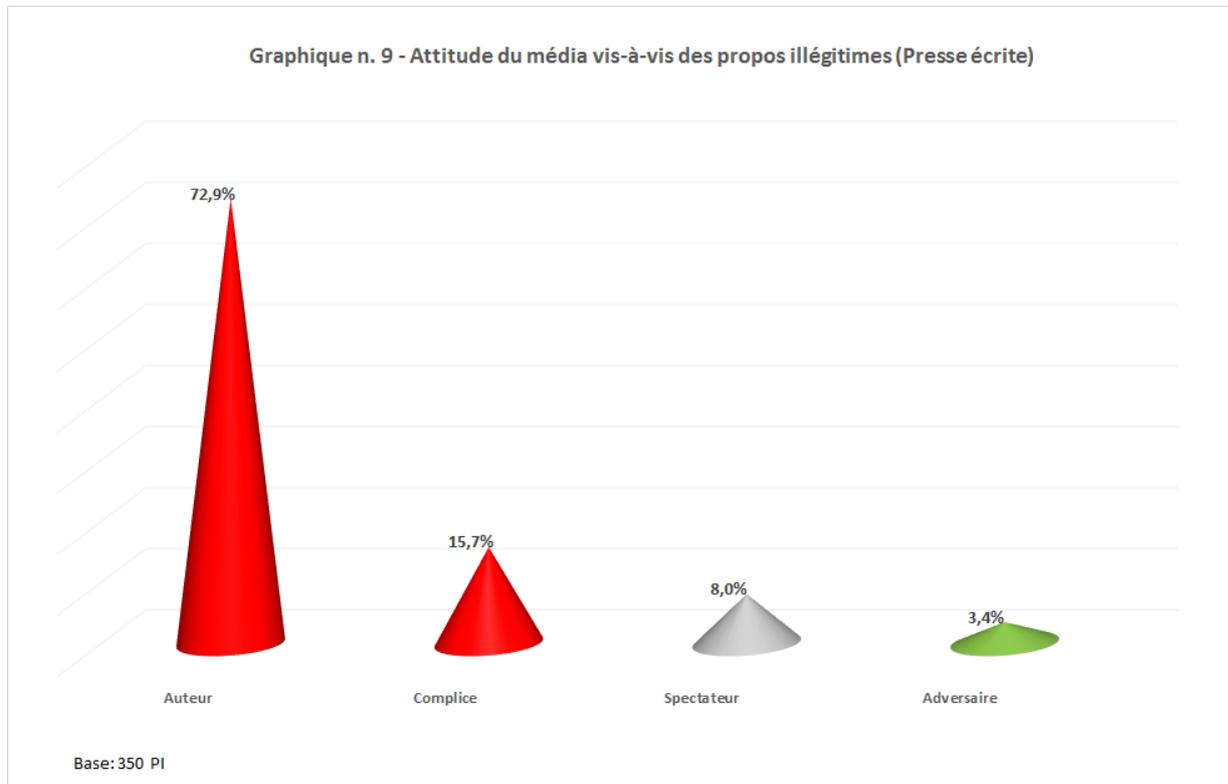
A la radio, une tendance des journalistes à ne pas s'opposer ou soutenir les propos inflammatoires a été observée. De manière plus précise, les médias s'abstiennent de toute intervention en vue de limiter la portée des PI mais se contentent d'y assister, dans les 65% des cas observés. Dans 28%, ils sont eux-mêmes les auteurs des PI.

Graphique n. 8 - Attitude du média vis-à-vis des propos illégitimes (Radio)



Base: 147 PI

La presse présente la même tendance mais de manière encore plus accentuée. Pour preuve, les journalistes constituent les principaux responsables des propos illégitimes car dans 72% des cas, ils en sont les auteurs et dans 16%, ils soutiennent les PI exprimés par d'autres sources. Leur prise de responsabilité vis-à-vis de ces discours s'avère par conséquent très limitée : les journalistes assument une attitude neutre de spectateurs dans 8% des cas observés et dans 3,4%, soit 12 cas sur 350 relevés, ils se présentent en adversaire.



## II. COUVERTURE DES FOYERS DE TENSION

Cette section du rapport se concentre sur la couverture médiatique accordée aux foyers de tension (dorénavant FT).

Ce type d'analyse vise à déterminer quels événements considérés comme sensibles se sont manifestés sur le territoire national et apprécier le rôle joué par le média vis-à-vis de ces derniers : positif (couverture équilibrée, approfondie, impartiale, apaisante) ou négatif (couverture déséquilibrée, superficielle, partielle, dramatisante). L'image des institutions locales et nationales par rapport à ces situations de conflit constitue également un focus d'observation et d'évaluation.

### II.1. LA COUVERTURE QUANTITATIVE DES FOYERS DE TENSION

Les données présentées dans cette section du rapport manifestent la présence des FT dans les différents médias et ce, en comptabilisant les fragments de communication qui s'y rapportent (article ou parties d'émissions qui les ont traités).

Les chaînes télévisées ont accordé une très grande attention aux différents foyers de tension majeurs qui se sont manifestés dans le pays, particulièrement VIVA TV, TV Plus et KOLO TV. Au niveau des stations radios, ce sont ANTSIVA et FREE FM qui ont dédié la plus ample couverture à ces événements sensibles. Pour le cas de la presse écrite, ce constat a été observé au niveau de Madagascar Matin, Ma-Laza, La Gazette de la Grande île et L'Express de Madagascar.

Tableaux n. 13 et n. 14 – Couverture quantitative des FT par les médias audiovisuels

Chaîne TV	N.	%
VIVA	93	34.8%
TV-Plus	62	23.2%
KOLO TV	58	21.7%
Ma-TV	36	13.5%
TVM	18	6.7%
<b>Total</b>	<b>267</b>	<b>100.0%</b>

Radio	N.	%
ANTSIVA	61	45.9%
FREE FM	43	32.3%
RADIO PLUS	20	15.0%
RNM	9	6.8%
<b>Total</b>	<b>133</b>	<b>100.0%</b>

**Tableau n. 15 – Couverture quantitative des FT par la presse écrite**

Quotidien	N.	%
Madagascar Matin	47	15,0%
Ma-Laza	41	13,1%
La Gazette	37	11,8%
Express	35	11,1%
Les Nouvelles	31	9,9%
Midi Madagascar	30	9,6%
Tia Tanindrazana	27	8,6%
La Vérité	24	7,6%
Takoritsika	22	7,0%
L'Observateur	20	6,4%
<b>Total</b>	<b>314</b>	<b>100,0%</b>

Les FT ont été traités par les chaînes TV presque exclusivement à l'intérieur de leurs programmes d'information, plus précisément les journaux télévisés (97%), pareillement pour les stations radios au niveau de leurs journaux parlés (80%) et dans une moindre mesure, à travers les émissions interactives (8%) et les chroniques politiques (8%). Quant aux quotidiens analysés, les situations de conflit ont été principalement traitées dans les comptes rendus, les articles d'opinion, les éditoriaux et les articles d'approfondissement (84% des cas observés).

**Tableau n. 16 – Couverture quantitative des FT par type d'émissions (TV)**

Type d'émission	N.	%
Journal parlé	259	97,0%
Débat politique / Social	3	1,1%
Autres	2	0,7%
Emission d'analyse/chronique	1	0,4%
Emission interactive	1	0,4%
Emission d'analyse/Chronique politique	1	0,4%
<b>Total</b>	<b>267</b>	<b>100,0%</b>

**Tableau n. 17 – Couverture quantitative des FT par type d'émissions (Radio)**

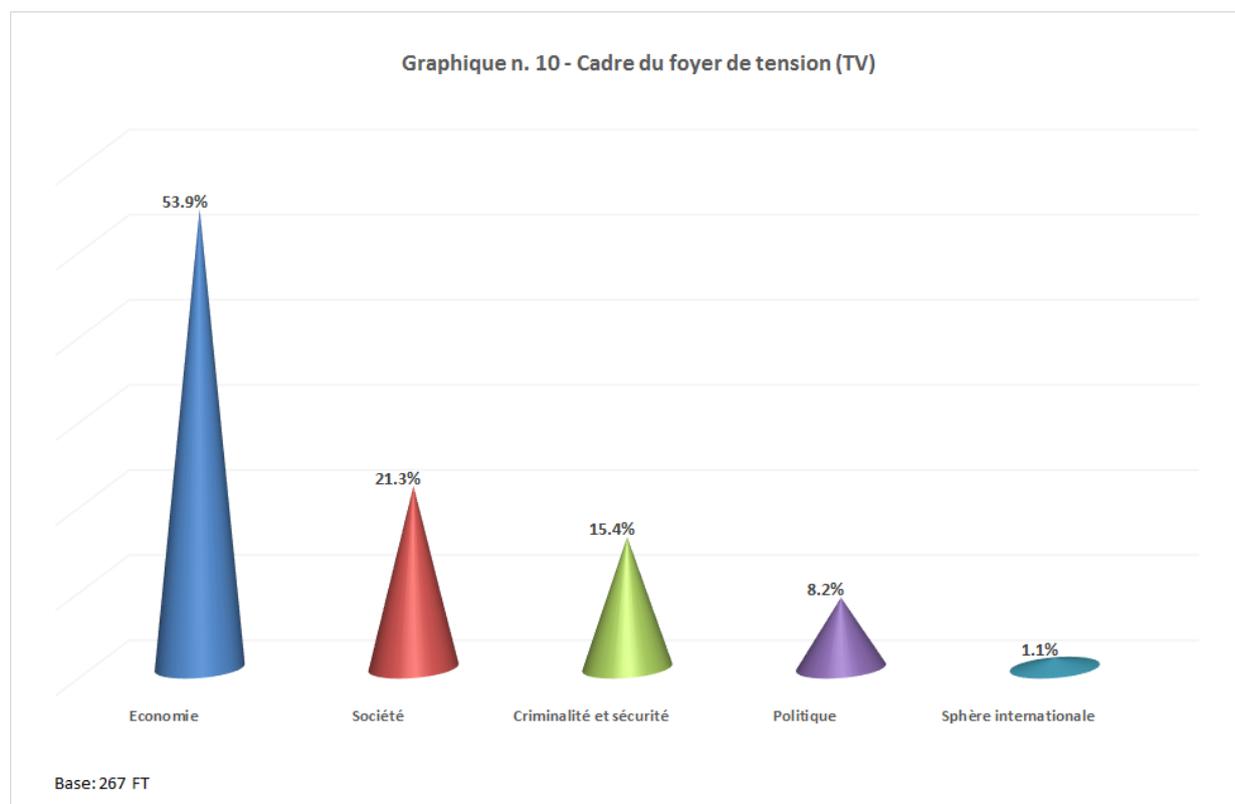
Type d'émission	N.	%
Journal télévisé	107	80,5%
Emission interactive	11	8,3%
Emission d'analyse/Chronique politique	11	8,3%
Emission d'analyse/chronique	3	2,3%
Magazine	1	0,8%
<b>Total</b>	<b>133</b>	<b>100,0%</b>

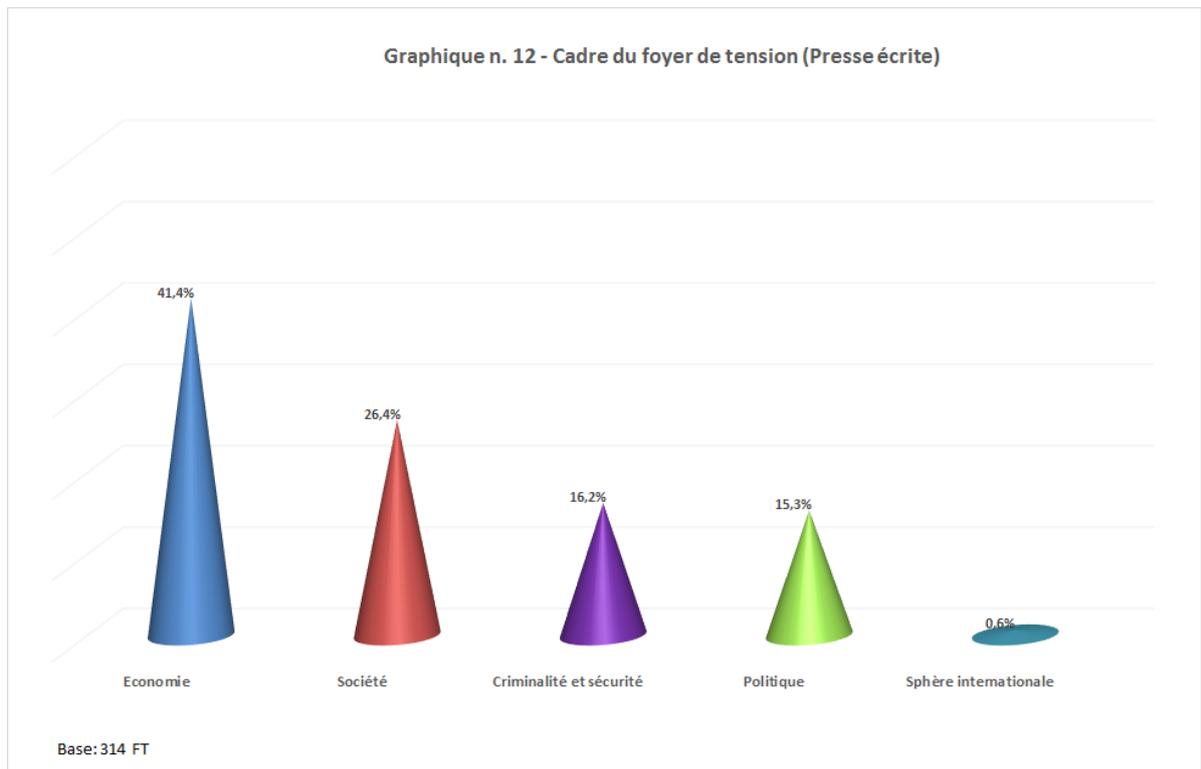
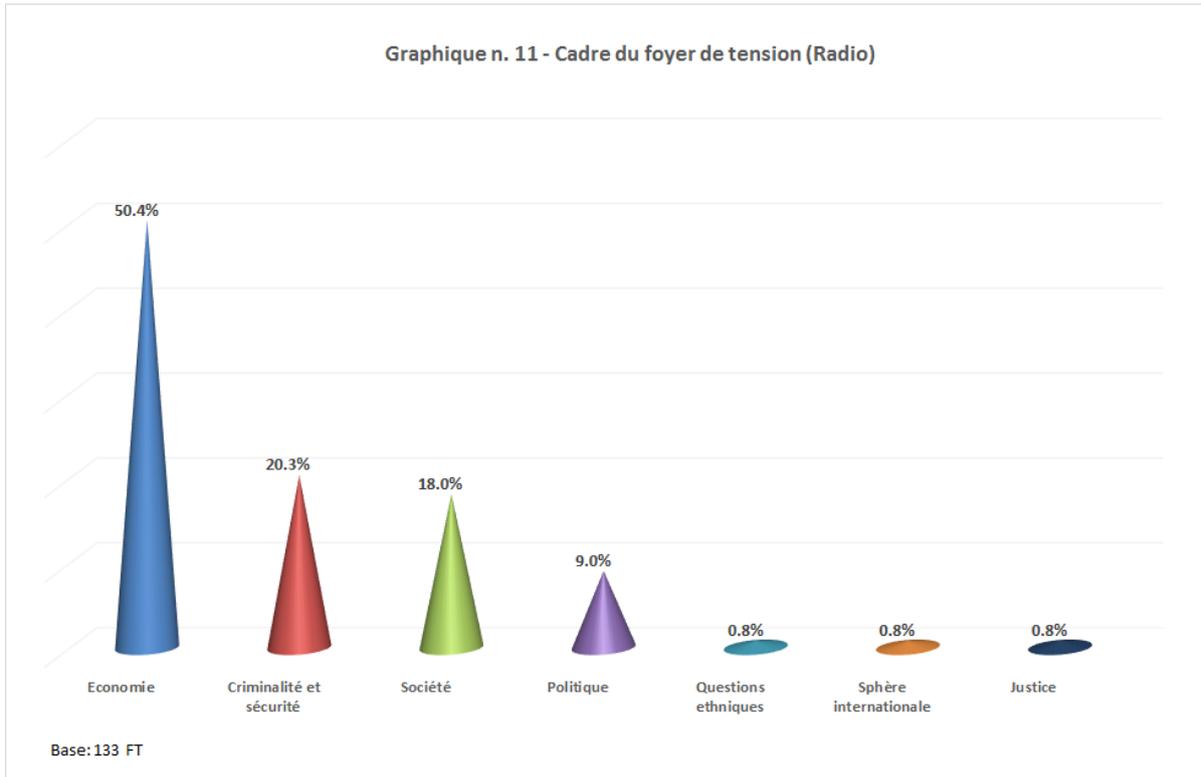
**Tableau n. 18 – Couverture quantitative des FT par type d’articles**

Type d'article	N.	%
Compte rendu	104	33,1%
Commentaire/Opinion	70	22,3%
Approfondissement/ Reportage/Enquête	55	17,5%
Éditorial	36	11,5%
Brève/ Synthèse	29	9,2%
Caricature	8	2,5%
Photo	5	1,6%
Billet/Communiqué/Dépêche	4	1,3%
Interview	2	0,6%
Espace des lecteurs	1	0,3%
<b>Total</b>	<b>314</b>	<b>100,0%</b>

## ***II.2. LA NATURE DES FOYERS DE TENSION MEDIATISES***

Les graphiques suivantes représentent la nature des foyers de tension qui ont été médiatisés, autrement dit le cadre à l’intérieur duquel ils peuvent se classer.





Les conflits économiques bénéficient toujours d'une large couverture médiatique, pour les trois types de médias confondus. Les tensions sociales et relatives à la sécurité constituent également un sujet privilégié de l'information audiovisuelle.

**Cadre économique** – L'intensification de la grève de l'Intersyndical du personnel de la JIRAMA constitue un des principaux foyers de tension, de nature économique, qui ont suscité une très grande

attention de la part des médias et ce, aussi bien dans la capitale que dans certaines régions comme Fianarantsoa ou encore Tuléar, bien que le mouvement y soit moins intense. Une partie des employés de la compagnie nationale, réunis au sein de l'Intersyndical, a surtout contesté l'accord signé avec la société américaine Symbion Power. Par contre, une autre partie adhérente aux syndicats des employés dénommés SEMM, SAT et SEKRIMA approuve cette décision de l'Etat de mettre en concession la centrale thermique de Mandrozeza, au profit de la JIRAMA et de ses abonnés. Le durcissement de la grève dans la capitale s'est surtout fait remarquer à partir du 13 août, date à laquelle les grévistes ont sommé les trois ministères de tutelle – le ministère de l'Eau, celui des Finances et du Budget et le ministère de l'Energie – de s'acquitter de leurs arriérés, s'élevant à plusieurs milliards d'Ariary, auprès de la JIRAMA en dépit de quoi ils suspendront leur approvisionnement en eau et électricité. Par ailleurs, un engin explosif a été découvert dans l'enceinte du siège de la compagnie à Ambohitovo, au sein duquel les grévistes ont tenu leur meeting quotidien. Une découverte qui a amené la Direction générale de la JIRAMA à y interdire la tenue de toute manifestation.

Les revendications syndicales du SECES se poursuivent et ce, malgré la signature de l'accord tripartite entre le président national du syndicat des enseignants-chercheurs, le ministère de l'Enseignement supérieur et celui des Finances et du Budget. Le spectre de l'année blanche universitaire persiste donc, si les activités pédagogiques ne reprennent pas au plus tard à la fin du mois d'août. De leur côté, pour manifester leur mécontentement, les étudiants au niveau de l'université de Toamasina ont commencé à effectuer des sit-in réclamant la reprise des cours, manifestant par la même occasion un début d'extension du mouvement étudiant dans les chefs-lieux de province. Par ailleurs, face à la non-participation des enseignants-chercheurs dans la tenue des épreuves du baccalauréat, le ministère de l'Enseignement supérieur a joint la parole à l'acte en respectant le calendrier des examens.

L'UMM a remarqué que la chaîne nationale RNM a évité autant que possible de traiter ces questions sensibles dans ses programmes d'information. Si elle a dû aborder le sujet, c'est de manière superficielle. Quant à la TVM, elle filtre les opinions. La station nationale accorde, par conséquent, un traitement médiatique orienté vers les solutions institutionnelles, proposées par le pouvoir central, vis-à-vis de ces événements pouvant semer des troubles.

**Criminalité et insécurité** – Les principales stations de la capitale ont accordé une couverture médiatique ample aux différents cas d'insécurité qui prévalent dans toute l'île, notamment à la suite des séries d'attaques à main armée et de kidnappings visant les ressortissants indo-pakistanaïens. Mais ce qui a retenu le plus l'attention, c'est le lancement de l'opération FAHALEMANA 2015, une opération de sécurisation rurale d'envergure, initiée dans l'optique de lutter contre la recrudescence des vols de bovidés. Premier bilan, huit éléments des forces de l'ordre ont péri tandis que 14 autres sont blessés suite à un violent accrochage avec des dahalo lourdement armés et en surnombre, dans le district d'Ankazoabo Sud. Cet événement a suscité de vives réactions dans les médias, allant des gens ordinaires aux acteurs au plus haut sommet de l'Etat, en passant par les politiciens et bien évidemment les responsables des forces de l'ordre. En plus des commentaires sur le sujet, voire des critiques, qu'ils rapportent ou formulent dans leurs émissions et articles, les médias analysés ne cessent de tirer la sonnette d'alarme sur les cas d'insécurité récurrents ou sporadiques qui sévissent dans plusieurs zones du pays. Par ailleurs, l'incendie criminel du palais royal d'Ambohidratrimo a dominé l'actualité vers la fin du mois d'août. Profondément affectés par l'événement, les Malgaches ont interprété cet acte comme une profanation et une destruction des lieux sacrés de la royauté merina. Si la plupart des médias trouvent la situation préoccupante, certains ne manquent pas de jeter le blâme sur les responsables étatiques.

**Cadre social** – Les tensions sociales ont été particulièrement vives au cours du mois d'août. Les manifestations des étudiants universitaires, censées être initialement des mouvements pacifiques, se sont transformées en affrontements réguliers avec les forces de l'ordre. Cela a abouti à l'arrestation,

jugée particulièrement musclée, d'un des leaders du mouvement, suscitant par conséquent les vives réactions des médias et de l'opinion publique. D'ailleurs, les images de l'arrestation n'ont cessé d'être diffusées et rediffusées au sein des JT, afin de mettre en exergue l'excès de violence policière dont l'étudiant a fait l'objet. Les explications apportées par les responsables des forces de l'ordre ont été vaines et n'ont fait au contraire qu'exacerber les tensions déjà existantes. Les forces de l'ordre restent au-devant de la scène médiatique, dans la mesure où elles avaient également à intervenir dans le cadre de l'expulsion des marchands du « COUM 67 hectares », qui refusaient de quitter une parcelle de terrain appartenant à la société SEIMAD pour un autre endroit proposé par les responsables de la CUA (Commune urbaine d'Antananarivo). Le bras de fer ayant duré plus d'une semaine, des heurts ont fini par éclater, entraînant la destruction de marchandises. L'épidémie de la peste qui a frappé la ville de Moramanga a également bénéficié d'une large couverture médiatique, jusqu'à ce que la situation ait été maîtrisée par les autorités sanitaires.

Tous les médias, aussi bien publics que privés, ont traité ces actualités sociales dites sensibles, bien que les chaînes nationales filtrent certaines informations et privilégient systématiquement l'intervention des autorités publiques. De plus, le langage qu'ils adoptent se veut rassurant par rapport à la situation ayant semé une certaine panique. Quant aux stations privées, elles ont opté pour la pluralité d'opinions, laissant ainsi les différents avis de bords différents s'exprimer au sein de leur programme d'information.

**Cadre politique** – Les principaux foyers de tension d'ordre politique ont majoritairement trait aux élections communales. Au lendemain des scrutins, les contestations électorales se sont multipliées, dénonçant des irrégularités trop importantes et remettant en cause la crédibilité des élections. Tel est par exemple le cas à Toliara où les candidats ont rejeté les résultats provisoires qu'ils estiment comme ne reflétant pas le choix des électeurs et par conséquent, menacent d'une descente dans la rue si les élections ne sont pas refaites. Dans la commune d'Amporoforo, district de Toamasina II, les électeurs auraient découvert des bulletins pré-cochés en faveur du candidat HVM qui, en guise de réponse aux demandes d'explications, aurait séquestré les urnes ainsi que les listes électorales pour ne proposer le dépouillement des voix que le lendemain matin. Un scénario plus sombre car violent a été signalé dans les médias et s'est déroulé à Sakaraha, plus précisément dans le village d'Analamary. Constatant qu'il a perdu au scrutin, le candidat HVM a fait usage de son arme à feu pour terroriser la population et ce, en tirant des coups de feu en l'air. Il aurait ensuite incendié des habitations et se serait emparé des listes électorales ainsi que des urnes. Du coup, la population locale a manifesté son mécontentement devant le bureau du CED, dont les responsables n'ont pu récupérer les matériels de vote séquestrés que le dimanche qui suit la date des communales.

Dans la ville de Fianarantsoa, un climat de tension s'est installé dès la veille de la tenue des communales et bien évidemment, dans les jours qui ont suivi. Plusieurs événements ont d'ailleurs amené les observateurs à craindre l'apparition d'une crise post-électorale. Jugé pour le saccage de bureaux de vote, le candidat Pety Rakotoniaina a été condamné à une peine d'emprisonnement avec sursis, ce qui ne l'a pas empêché de tenir des réunions publiques. Il a ainsi appelé les Fianarois à descendre dans la rue afin de contester le jugement du tribunal à son endroit ainsi que les scrutins communaux qui se sont tenus, et à défendre leur choix dans la mesure où les résultats provisoires donnent l'avantage à la candidate HVM au détriment de celle du MAPAR. Les manifestations ont cependant pris une autre tournure dans les jours qui suivent, car elles visent maintenant à contrer « la dictature du régime HVM » et par extension, à renverser le pouvoir en place. De ce fait, les autorités ont mobilisé une importante troupe militaire pour prévenir les débordements ou pour mater les mouvements de contestations, selon les manifestants. La tension est montée d'un cran lors de l'apparition d'une milice de « gros bras » aux côtés des forces de l'ordre. Les habitants dénoncent alors une intention d'instaurer un climat de terreur dans la ville de Fianarantsoa, car ladite milice effectue des patrouilles, a affronté les partisans du parti TAMBATRA de Pety Rakotoniaina, a

menacé les journalistes ainsi que les membres du MAPAR et aurait saccagé le studio de la radio VIVA.

Tous les quotidiens ont traité ces foyers de tension de nature politique, ce qui n'est pas le cas des stations audiovisuelles. En effet, si la RNM s'est contentée d'informer sur le verdict rendu par le Tribunal de Fianarantsoa concernant la condamnation du candidat Pety Rakotoniaina, la Télévision nationale a pratiquement fait l'impasse sur ces tensions postélectorales. Il en est également de même pour Ma-TV qui n'a accordé aucune couverture à ces sujets. Viva TV, pour sa part, s'est particulièrement impliquée dans ces conflits, en aiguisant la plupart du temps les tensions, en raison des menaces et le vandalisme subis par ses antennes régionales mais surtout, de son parti pris en faveur du camp politique du MAPAR.

### **II.3. LA LOCALISATION DES FOYERS DE TENSION**

Les FT qui ont fait l'objet d'une attention particulière de la part des médias se situent toujours, pour la plupart, dans la région d'Antananarivo. Ce sont surtout les stations télévisées et la presse écrite qui ont accordé une large couverture à ces derniers pareillement aux situations de conflits survenues dans les zones rurales et les villes de faible dimension. A ce propos, l'insécurité reste le thème prédominant, plus particulièrement l'affrontement entre les voleurs de zébus et les forces de l'ordre, dans la localité d'Ankazoabo Sud, ayant causé le décès de 8 militaires.

**Tableaux n. 19 et 20 – Le contexte spatial et la localisation des FT (TV)**

Contexte spatial	N.	%	Province/Région	N.	%
Chef-lieu de région	204	76.4%	Antananarivo	123	70,7%
Ville non chef-lieu	23	8.6%	Analamanga	123	70,7%
Plusieurs zones du pays	22	8.2%	Toliara	17	9,7%
Zone rurale, village	15	5.6%	Atsimo Andrefana	14	8,0%
Autres	2	0.7%	Menabe	3	1,7%
Plusieurs zones d'une région	1	0.4%	Envergure nationale	13	7,5%
<b>Total</b>	<b>267</b>	<b>100.0%</b>	Fianarantsoa	11	6,3%
			Haute Matsiatra	10	5,7%
			Ihorombe	1	0,6%
			Plusieurs régions	1	0,6%
			Toamasina	6	3,5%
			Alaotra Mangoro	5	2,9%
			Analanjirofo	1	0,6%
			N.D	3	1,7%
			<b>Total</b>	<b>174</b>	<b>100,0%</b>

**Tableaux n. 21 et 22 – Le contexte spatial et la localisation des FT (radio)**

Contexte spatial	N.	%
Chef-lieu de région	78	58.6%
Plusieurs zones du pays	19	14.3%
Zone rurale, village	16	12.0%
Ville non chef-lieu	14	10.5%
Plusieurs zones d'une région	2	1.5%
Chef-lieu de province	2	1.5%
Autres	1	0.8%
Plusieurs zones d'une province	1	0.8%
<b>Total</b>	<b>133</b>	<b>100.0%</b>

Province/Région	N.	%
Antananarivo	71	53,4%
Analamanga	70	52,6%
Bongolava	1	0,8%
Fianarantsoa	15	11,3%
Haute Matsiatra	14	10,5%
Vatovavy Fitovinany	1	0,8%
Antsiranana	2	1,5%
Diana	2	1,5%
Mahajanga	4	3,1%
Melaky	2	1,5%
Boeny	1	0,8%
Betsiboka	1	0,8%
Toamasina	6	4,5%
Alaotra Mangoro	5	3,7%
Analanjirofo	1	0,8%
Toliara	14	10,5%
Atsimo Andrefana	11	8,2%
Menabe	1	0,8%
Anosy	2	1,5%
Envergure nationale	12	9,0%
Plusieurs régions	8	6,0%
N.D	1	0,8%
N.D	1	0,8%
<b>Total</b>	<b>133</b>	<b>100,0%</b>

**Tableaux n. 23 et 24 – Le contexte spatial et la localisation des FT (presse écrite)**

Contexte spatial	N.	%
Chef-lieu de région	210	66,9%
Plusieurs zones du pays	37	11,8%
Ville non chef-lieu	36	11,5%
Zone rurale, village	25	8,0%
Plusieurs zones d'une région	3	1,0%
Autres	2	0,6%
Chef-lieu de province	1	0,3%
<b>Total</b>	<b>314</b>	<b>100,0%</b>

Province-Région	N.	%
Antananarivo	170	54,1%
Analamanga	170	54,1%
Mahajanga	2	0,6%
Boeny	2	0,6%
Toamasina	31	9,9%
Alaotra		
Mangoro	23	7,3%
Atsinanana	4	1,3%
Analanjirifo	4	1,3%
Toliara	27	8,6%
Atsimo		
Andrefana	26	8,3%
Menabe	1	0,3%
Envergure nationale	17	5,4%
Plusieurs régions	24	7,6%
Fianarantsoa	43	13,7%
Haute Matsiatra	41	13,1%
Ihorombe	2	0,6%
<b>Total</b>	<b>314</b>	<b>100,0%</b>

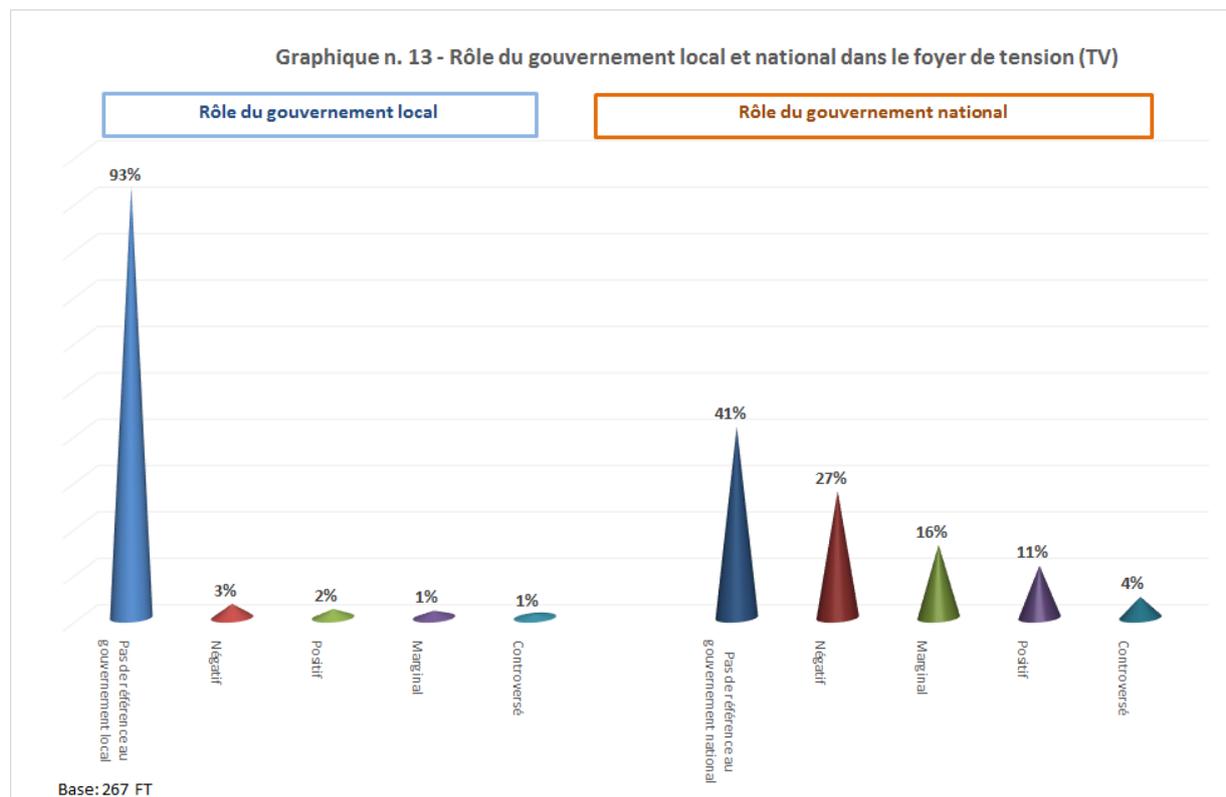
#### ***II.4. L'IMAGE DU GOUVERNEMENT LOCAL ET NATIONAL***

Les médias continuent à présenter le gouvernement local en marge des conflits, dans leur traitement des informations se rapportant aux foyers de tension. Pareillement au mois précédent, ce constat relève essentiellement de la localisation des conflits, qui sont majoritairement situés dans la capitale ou présentent une dimension nationale, mais également de leur nature. En effet, il s'agit de la continuité des revendications syndicales relevées dans le rapport précédent et qui engagent plutôt les autorités au niveau central. D'autres FT, présentant un enjeu local important, ont été constatés mais ont néanmoins suscité davantage l'implication du gouvernement national. Il s'agit des conflits politiques relevant des élections communales, d'une panique généralisée due à une épidémie de peste décelée dans la localité de Moramanga et de la tension qui règne dans la partie sud de la Grande île

suite au décès de militaires intervenant dans le cadre de l'opération de sécurisation dénommée Fahalemana. Les autorités locales ont cependant été mises en avant dans les conflits se rapportant au saccage de la station Viva Radio, dans la ville de Fianarantsoa.

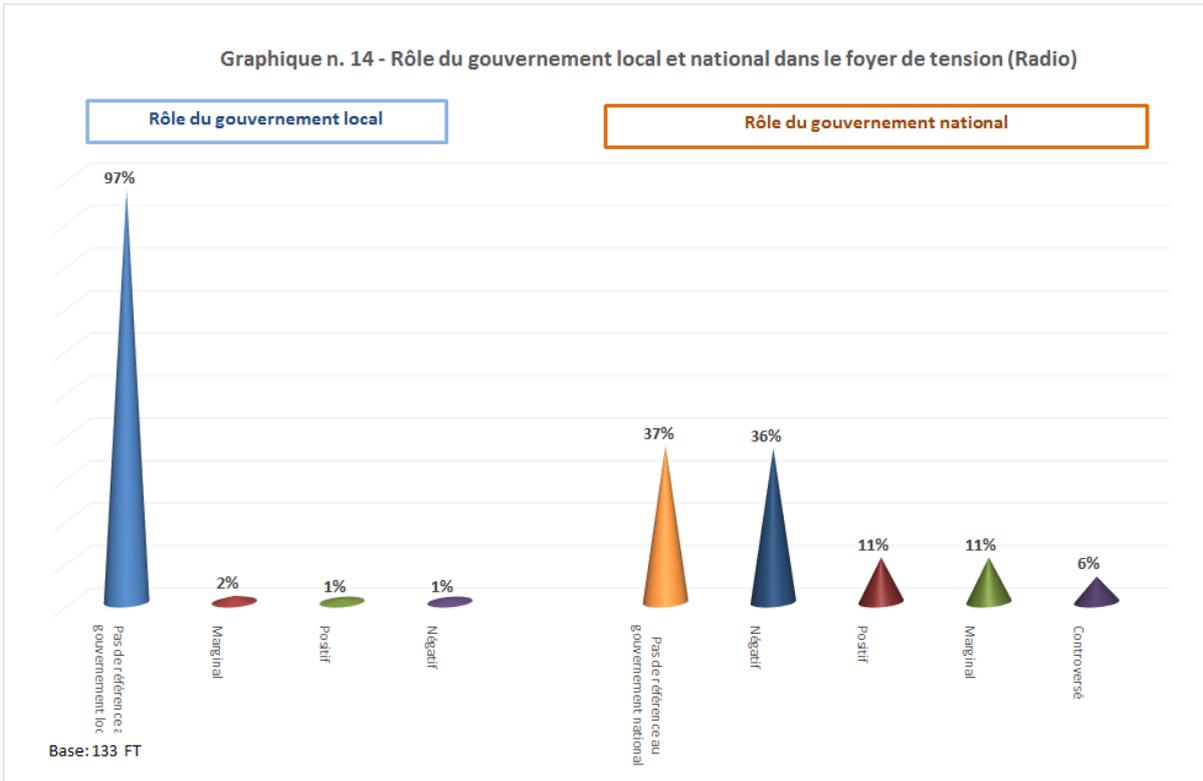
Le gouvernement national continue à bénéficier d'une certaine visibilité au niveau de l'information ; néanmoins il ne joue pas un rôle particulièrement positif dans les foyers de tension traités par les médias.

De manière détaillée, le gouvernement national bénéficie d'une visibilité plutôt discrète sur les chaînes télévisées, étant donné qu'il reste absent ou est évoqué de manière marginale dans 57% des cas. Son implication dans le conflit est mise en exergue dans 43% des situations, avec une représentation négative dans 27% des cas, positive dans 11% et controversée, dans 4%.



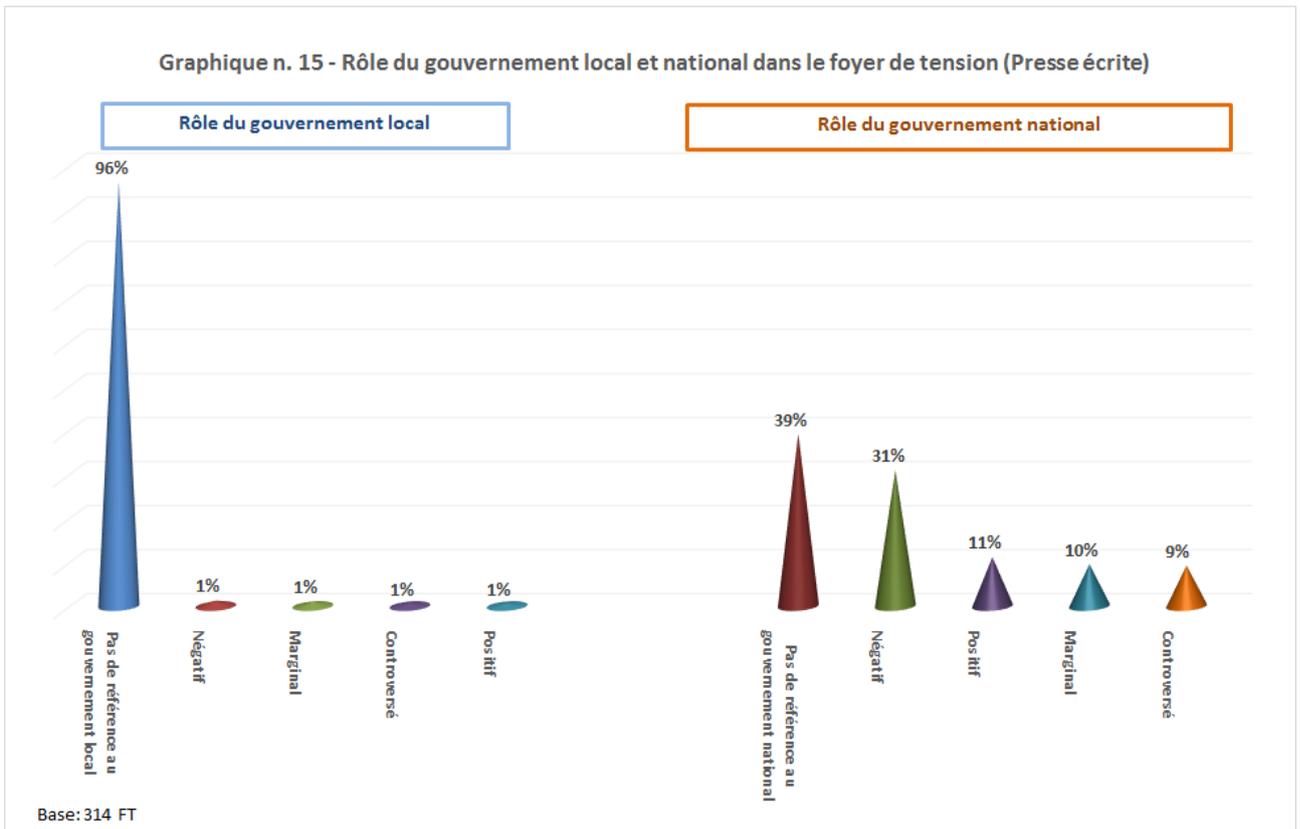
Les stations radios n'accordent toujours pas une considération positive au gouvernement national car dans les 53% des cas où il n'est pas relevé absent ou présenté en marge du discours, sa visibilité s'avère négative dans 36% des cas, positive dans 11% et controversée, dans 6%.

Graphique n. 14 - Rôle du gouvernement local et national dans le foyer de tension (Radio)



La presse écrite semble également favoriser une mauvaise image du gouvernement national. En effet, lorsqu'il est évoqué dans les foyers de tension traités par les quotidiens analysés, sa représentation est négative dans 31% des cas contre 11%, pour une considération positive. Son image est controversée dans 9% des cas.

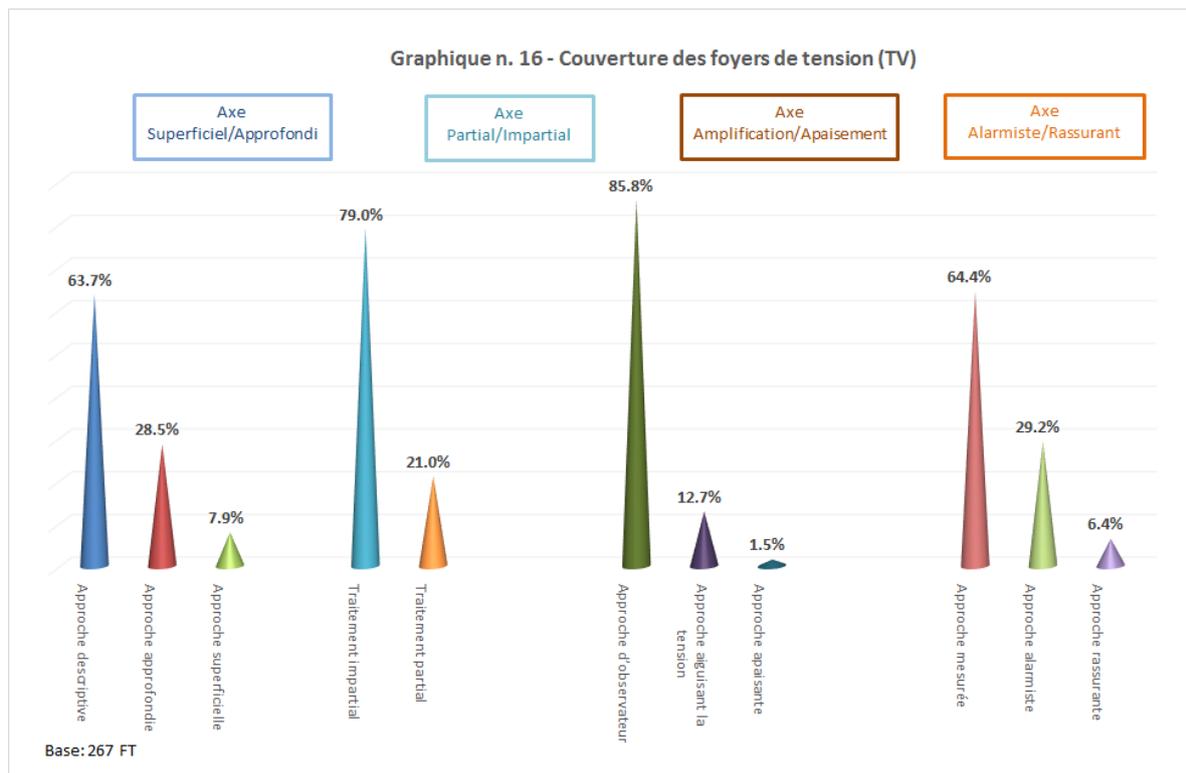
Graphique n. 15 - Rôle du gouvernement local et national dans le foyer de tension (Presse écrite)



## II.5. LA COUVERTURE QUALITATIVE DES FOYERS DE TENSION

L'évaluation de la qualité de la couverture accordée par les médias aux foyers de tension, identifiés durant la période d'analyse, repose sur quatre principaux axes : **l'axe superficialité / approfondissement**, **l'axe partialité / impartialité**, **l'axe amplification du conflit / apaisement** et **l'axe alarmiste / rassurant**

### 1) La télévision



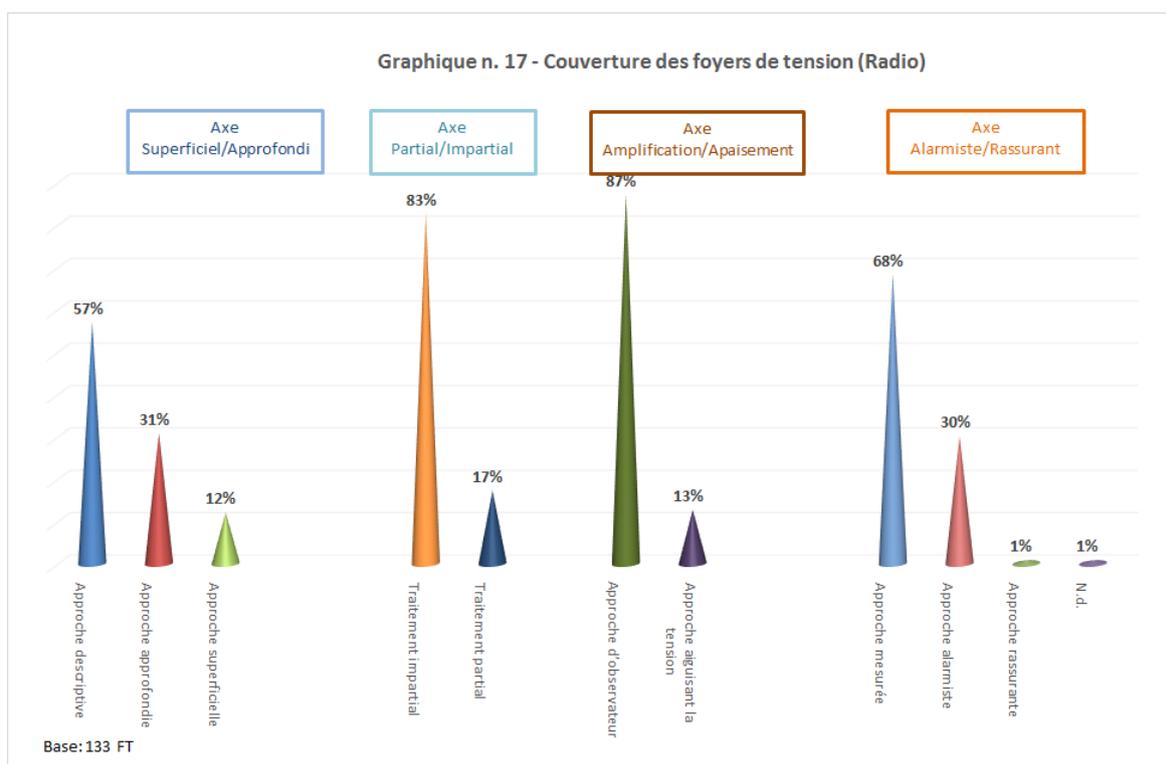
**Sur le plan de l'approfondissement** – L'approche descriptive reste le plus courant : les thèmes sont traités de manière précise et ponctuelle, toutefois sans que la couverture soit approfondie ou analytique. Trois chaînes, à savoir KOLO TV, TV PLUS et VIVA TV, se démarquent des autres stations analysées dans la manière de traiter les informations pendant leurs journaux télévisés. En réalité, elles ne se sont pas contentées de rapporter les faits d'actualité mais ont essayé d'approfondir le sujet, en faisant des rappels des faits, en les soutenant par des données chiffrées et/ou en faisant intervenir un certain nombre d'acteurs dans un seul reportage. A titre d'exemple, lorsque le comité de grève et l'Intersyndical de la JIRAMA ont décidé de mettre à exécution leur menace de couper l'eau et l'électricité des trois ministères de tutelle en raison d'importants impayés, VIVA TV a approché les deux parties en conflit pour qu'ils puissent faire part de leur point de vue. Les abonnés se sont également montrés très critiques envers l'Etat et la JIRAMA, le premier a été reproché pour son laxisme dans la résolution du conflit et le second, pour la qualité de son service. A partir des résultats représentés par le graphique précédent, il est constaté que l'approche approfondie n'est pas assez exploitée par les chaînes télévisées tandis que l'approche superficielle, faisant référence à un traitement incomplet et imprécis de l'information, s'avère minime.

**Sur le plan de l'impartialité** – Les stations télévisées s'abstiennent majoritairement de faire preuve de parti pris dans le traitement des conflits, comme en témoigne le graphique ci-dessus présentant une large dominance (79%) du traitement impartial. Les chaînes TV maintiennent ainsi une attitude neutre lorsqu'ils abordent les différents sujets et thèmes sensibles, en ne privilégiant aucun point de vue en particulier. Kolo TV a ainsi fait montre de bonne pratique journalistique lors de la couverture de la descente sur terrain du Premier ministre pour s'enquérir des dégâts provoqués par l'incendie du Rova d'Ambohidratrimo, en effectuant une analyse avec des faits similaires antérieurs et en s'abstenant de toute critique envers le Chef du gouvernement, ce qui s'avère inhabituel au regard de la ligne éditoriale de la station, très critique à l'endroit de l'Exécutif. Le taux de partialité relevé ne saurait cependant être négligeable et est essentiellement attribué aux stations « politiquement engagées », à savoir Viva TV, Kolo TV et TVM. Si les deux premières chaînes ne manquent pas de critiquer le pouvoir en place et par extension, le parti présidentiel par le biais de commentaires subjectifs tels que « menaces de saccage venant du HVM », « les résultats de vote sont d'ores et déjà suspicieux », « la JIRAMA sert de vache à lait aux étrangers », la Télévision nationale doit essentiellement sa partialité au fait qu'elle porte uniquement l'attention sur les institutions étatiques et leurs représentants au niveau des conflits.

**Sur le plan de l'apaisement** – Dans la majorité des cas, les chaînes télévisées traitent les foyers de tension avec un souci d'observateur, comme l'atteste son taux extrêmement élevé de 85.8%. Elles se contentent ainsi de rapporter les faits sans alimenter le conflit, ni se poser en médiateur. Il a cependant été relevé que les journalistes s'impliquent dans 21% des cas dans le conflit, à travers une attitude agressive et partielle, contribuant ainsi à aiguïser les tensions. A titre d'illustration, par rapport à l'incendie criminel du palais d'Ambohidratrimo, VIVA TV a mené une investigation sur le gardiennage des monuments historiques, notamment au palais d'Andafiavaratra, pour mettre en exergue le peu d'intérêt que les autorités accordent aux patrimoines. En ce qui concerne les discours belliqueux amplifiant les tensions, Kolo TV a, par exemple, affirmé dans ses commentaires sur le phénomène du délestage et la grève de la JIRAMA, que « les techniciens du ministère de l'Energie ont déclaré ne pas être des devins au point de savoir quand est-ce que le délestage sera terminé » ; « les ministères de l'Energie et des Finances sont sourds et muets ».

**Sur le plan de l'alarmisme** – La majorité des chaînes télévisées favorisent une approche mesurée de la situation de conflit, autrement dit adoptent une attitude modérée qui ne vise ni à alimenter la panique, ni à amplifier la confiance quant à une issue positive. Toutefois, l'attitude alarmiste, tendant à dramatiser les événements et dans certains cas à diffuser des rumeurs effrayantes, constitue plus d'un quart des cas de traitements des FT relevés durant la période d'analyse. Parmi les chaînes adoptant le plus souvent cette approche dite alarmiste figure VIVA TV qui, à travers le ton et le langage utilisés, les personnes ressources sollicitées et les séquences d'images diffusées pour illustrer l'information, a tendance à privilégier le côté dramatique et les aspects qui posent problème. A titre d'illustration, lors du saccage de son antenne locale à Fianarantsoa, elle a focalisé l'attention sur les abus, les menaces et les actes de violence dont les journalistes de l'antenne régionale ainsi que les membres du bord politique d'Andry Rajoelina font l'objet, le tout par le biais d'expressions particulièrement alarmantes : « une scène similaire à celle des pays en guerre », « les milices ont intimidé la population », « un conseiller MAPAR a été menacé de mort », « les journalistes de VIVA sont menacés par les gros bras de Mamy Be ».

## 2) La radio



**Sur le plan de l'approfondissement** – L'approche descriptive est courante au niveau des stations radios observées. Une tendance à l'approfondissement émerge cependant sur FREE FM et de manière plus limitée, sur ANTSIVA et ce, dans le contexte des contestations postélectorales. L'approche approfondie se manifeste ainsi le plus souvent par un traitement sous différents angles des faits et dans la grande majorité des cas, par l'octroi d'un temps de parole conséquent aux témoins de manœuvres frauduleuses. Tous ceux qui se disent victimes de fraudes ou témoins de la mauvaise organisation des élections communales ont pu s'exprimer librement au micro de ces stations radios, même s'ils n'ont pas pu réellement justifier leurs allégations. Le saccage de la station VIVA Fianarantsoa ainsi que le mouvement de contestation électorale entrepris par les candidats des partis TAMBATRA et MAPAR constituent également les thèmes qui ont fait l'objet d'un approfondissement particulier de la part de ces stations.

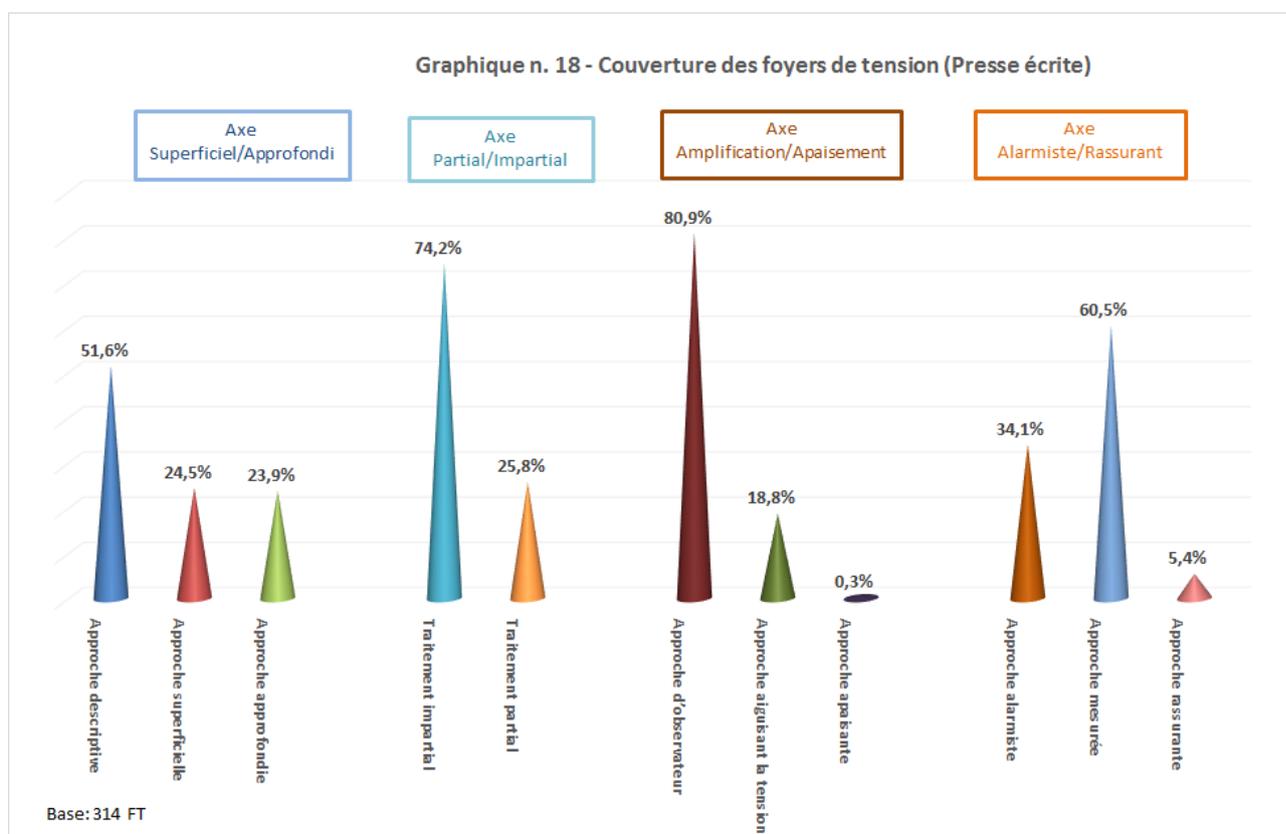
**Sur le plan de l'impartialité** – Pareillement aux stations télévisuelles analysées, les radios font également preuve d'impartialité dans le traitement des conflits. Il a cependant été remarqué que les médias « politiquement engagés » ont adopté une attitude particulièrement partielle, comme ce fut le cas de la radio ANTSIVA et FREE FM. Concernant la grève au sein de la JIRAMA et la recrudescence du délestage, la première station, par le biais de son chroniqueur Michel Ralibera, soupçonne une stratégie du pouvoir en place visant à faire accepter la cession de la centrale de Mandrozeza et par extension, la cession de la compagnie nationale à des étrangers. Il soutient ainsi que les divergences entre les différents syndicats d'employés ne sont que des diversions, tandis que l'intensification des délestages a pour objectif de persuader la population que l'Etat n'arrive plus à gérer la défaillance de la JIRAMA. De l'opinion de la radio ANTSIVA, le régime parviendra ainsi à convaincre que le recours à la concession de la centrale thermique de Mandrozeza à la société américaine Symbion Power s'avère incontournable.

**Sur le plan de l'apaisement** – De même que les chaînes TV, les stations radios restent également en marge des conflits dans la grande majorité des cas. En clair, elles ne cherchent ni à se poser en tant

que médiateur, ni à alimenter les tensions. Cependant, dans les cas où l'implication des médias dans les FT a été relevée, ces derniers ont exclusivement œuvré de manière à aiguïser les tensions, l'approche apaisante étant pratiquement absente. Tel est par exemple le cas de la radio ANTSIVA qui, vis-à-vis de la cession de la centrale de Mandrozeza à la société Symbion Power, a dit craindre cette habitude de l'Etat de concéder, voire de privatiser, des sociétés nationales au bénéfice des étrangers pour résoudre des problèmes à court terme. La station appréhende ainsi le fait que les infrastructures stratégiques telles les hôpitaux finissent par tomber sous les mains des étrangers. Il en est de même pour FREE FM qui, en évoquant le décès de militaires, de voleurs de bovidés mais également de civils dans le cadre de l'opération de sécurisation Fahalemana, a estimé que : « la situation laisse penser que les militaires veulent exterminer les dahalo », « la mort de daholo au lieu de leur arrestation équivaut à de l'exécution sommaire et est contraire à la présomption d'innocence », « les victimes dans les embuscades sont justifiées par l'incompétence des forces de l'ordre ».

**Sur le plan de l'alarmisme** – Si l'approche mesurée constitue 68% des cas de traitement médiatique d'une situation de conflit par les radios, l'attitude alarmiste ne s'avère pas non plus négligeable car 30% des traitements accordés aux FT tendent vers une lecture dramatique des événements. FREE FM et ANTSIVA sont principalement à l'origine de ce constat. A titre d'illustration, Lalatiana Rakotondrazafy, dans sa chronique durant l'émission « Anao ny Fitenenana », a procédé à une analyse de certaines clauses du contrat entre la JIRAMA et Symbion Power, pour finalement conclure que « la compagnie nationale est à la merci de la société américaine, qui est l'unique gagnant dans cette collaboration ». Face à l'initiative du pouvoir de confier la gestion des entreprises nationales à des sociétés étrangères, elle a fait part de ses craintes selon lesquelles « le régime actuel finira par tout liquider à la fin de son mandat ». Pour sa part, le chroniqueur Rainijaonary, dans l'émission d'analyse « Dinika » de la radio ANTSIVA, a soutenu une hypothèse selon laquelle le Président de la République pourrait voir ses avoirs à l'étranger gelés, voire être assassiné comme le colonel Ratsimandrava, s'il venait à répondre positivement aux revendications des employés grévistes de la JIRAMA. Enfin, la propension des stations radios analysées à rassurer le public reste très marginale.

### 3) La presse écrite



**Sur le plan de l'approfondissement** – Pareillement au mois précédent, la presse écrite traite majoritairement les foyers de tension de manière descriptive, autrement dit de façon claire et précise mais sans approfondissement. Les approches opposées – superficielle et approfondie – présentent, quant à elles, des taux plutôt similaires. La Gazette de la Grande île et L'Express de Madagascar constituent les titres produisant la plupart du temps des articles d'approfondissement, tandis que Madagascar Matin et L'Observateur se limitent plus fréquemment à des papiers expéditifs.

**Sur le plan de l'impartialité** – Pratiquement les trois-quarts des articles analysés montrent une approche neutre ou équilibrée, attestant par conséquent d'un souci de respect de la déontologie journalistique par la presse écrite. Cependant, le quart restant, adoptant une attitude partielle, ne saurait être négligé et est en grande majorité attribué aux quotidiens qualifiés généralement de partisans, pour ne citer que Madagascar Matin, L'Observateur et La Gazette de la Grande île. Le premier quotidien se distingue notamment par le fait qu'il affiche toujours une opposition contre le pouvoir en place et par extension, au parti présidentiel au niveau des foyers de tensions, quel que soit le sujet du conflit. Cette partialité se manifeste la plupart du temps par le biais de commentaires dépourvus de toute objectivité tels que : « des faits inquiétants qui ne semblent pas préoccuper les dirigeants trop pris par leurs intérêts personnels » en référence à la menace de boycott du baccalauréat par les enseignants chercheurs, « la situation reflète la mauvaise foi du parti HVM et le non-respect du droit de ceux qui ont voté pour le MAPAR » par rapport au litige électoral dans la commune de Fianarantsoa, ou encore « le Premier ministre ne trouve rien de mieux à faire que de faire ses valises pour l'Hexagone (...) il souhaite tout simplement fuir la peste », concernant l'épidémie de peste pulmonaire signalée dans la région de Moramanga.

**Sur le plan de l'apaisement** – Le fort taux relevé au niveau de l'approche observateur se justifie, comme expliqué dans l'axe précédent, par le fait que les journaux font majoritairement preuve

d'impartialité et par conséquent, se limitent à rapporter les faits et événements sources de foyers de tension, s'abstenant ainsi de s'impliquer directement dans le conflit. Un unique cas d'approche apaisante a été relevé dans Takoritsika, laissant ainsi l'attitude opposée : amplification ou aiguisant la tension, constituer les 18.8% des cas où le traitement des FT est dépourvu de neutralité. Etant donné que cet axe d'analyse et le précédent présentent une corrélation logique, notamment au niveau du rapport partialité et amplification de la tension, il n'est pas étonnant que les trois quotidiens ayant présenté le plus d'attitude partielle soient également les titres qui ont beaucoup œuvré à aiguiser les tensions. A titre d'illustration, concernant la cession de la centrale thermique de Mandrozeza, La Gazette de la Grande île estime que « les ministères de tutelle ont fait exprès d'étouffer la JIRAMA en omettant de payer leurs factures. Une fois la compagnie à genoux et inutile, ils ont décidé de la liquider aux Américains ». Un commentaire de Madagascar Matin, par rapport à la recrudescence du kidnapping d'Indopakistanaïens, constitue également un excellent exemple de l'approche aiguisant la tension : « les compétences des forces de l'ordre opérant dans la capitale sont à remettre en question (...) On espère qu'ils feront preuve de davantage d'efficacité cette fois-ci, d'autant plus que les ravisseurs leur donnent une chance de se ressaisir ».

**Sur le plan de l'alarmisme** – Si les résultats présentés par les différents axes d'analyse s'avèrent plutôt similaires pour le mois de juillet et août, ce n'est pas le cas au niveau de cette variable, pour la presse écrite, car elle semble cette fois avoir délaissé son côté alarmiste. L'approche y afférente ne constitue effectivement plus que 34% des cas observés, si elle était de 50%, le mois précédent. Quoiqu'il en soit, la tendance des quotidiens à semer la panique se manifeste le plus souvent au niveau des titres à sensation et ce, dans l'optique d'inciter les lecteurs à lire l'article correspondant : « Etat malagasy : le désordre total » (Madagascar Matin), « Peste pulmonaire : risque de contamination à l'échelle nationale » (Madagascar Matin), « Attaque de dahalo, patrimoine incendié : l'autorité de l'Etat sérieusement ébranlée » (L'Express de Madagascar), « Régime HVM : son renversement commencera à Fianarantsoa » (Tia Tanindrazana), « Antsiranana et Fianarantsoa. Beaucoup d'argent pour falsifier les résultats » (La Gazette de la Grande île), « Ankatso, Fianarantsoa, Jirama : La situation s'embrase » (La Vérité). Si les discours alarmistes surviennent majoritairement au niveau des articles d'opinion et des éditoriaux, il a été constaté qu'ils sont également présents au niveau des articles d'approfondissement, de reportages et d'enquêtes et même de simples comptes-rendus.

L'approche mesurée reste dominante (61%), traduisant ainsi une tendance de la presse écrite à faire preuve de davantage de prudence et ce, en dépit du nombre important de sujets sensibles survenus pendant le mois d'août (luttres syndicales : JIRAMA et SECES - manifestations estudiantines – contestations électorales – pestes pulmonaires – litige foncier entre marchands du COUM 67 Ha et SEIMAD – incendie criminel du palais d'Ambohidratrimo – insécurité grandissante dans le Sud,...)